



الجمعية المهنية التونسية
للبنوك والمؤسسات المالية

Association Professionnelle Tunisienne des
Banques et des Etablissements Financiers

Rapport annuel 2015

Préambule

Le conseil de l'Association

Les membres de l'Association

Chapitre 1 : L'Activité Economique

- I- *L'économie internationale*
- II- *L'économie nationale*
 - 1- *La croissance*
 - 2- *L'inflation*
 - 3- *La politique monétaire*
 - 4- *Les finances publiques*
 - 5- *Les paiements extérieurs*
 - 6- *L'évolution du taux de change du dinar*
 - 7- *Le secteur bancaire et le financement de l'économie*
 - 8- *Les faits ayant marqué l'activité du secteur bancaire et financier*
 - 9- *L'évolution des indicateurs de rentabilité*

Chapitre 2 : L'Activité de l'Association

- I- *Questions d'actualité de la profession*
 - 1- *Actualités juridiques*
 - 2- *Sécurités physique et du système d'information*
 - 3- *Relations avec l'Observatoire des services bancaires*
 - 4- *Développement des moyens de paiement*
 - 5- *Autres projets*
- II- *Actions organisées*
- III- *Relations avec les pouvoirs publics*

Chapitre 3 : Les Ressources Humaines du Secteur

- I- *La population des établissements de crédit*
- II- *La rémunération du personnel*

Chapitre 4 : Les Tableaux Statistiques

Etas financiers des établissements de crédit
Répartition géographique des agences
Répartition des employés des établissements de crédit

PREAMBULE

Le système bancaire est en pleine réorganisation. La profession connaît deux réformes importantes : le changement des statuts de la Banque Centrale de Tunisie et la refonte de la loi bancaire. La nouvelle loi bancaire vise la convergence de la législation tunisienne en matière d'activité bancaire vers les standards internationaux. Elle prévoit notamment l'intégration de nouvelles activités dans le giron de la loi bancaire telles que les établissements de paiement, l'encadrement de l'activité de banque islamique, la mise en place de mécanismes de garantie de dépôt et d'un régime de redressement et de résolution pour les banques et établissements financiers en situation de difficultés ainsi que le renforcement des règles de bonne gouvernance par le rapatriement au niveau de la loi des dispositions de bonne gouvernance à caractère législatif, traitées jusque là par voie de circulaire.

La nouvelle loi est venue par ailleurs consolider le rôle de l'Association par l'attribution de nouvelles missions (art.186) notamment l'élaboration d'un code de bonne conduite de la profession en veillant à sa bonne application. L'Association peut en outre être consultée par les autorités de tutelle sur diverses questions touchant le développement du secteur.

L'entrée en vigueur de la loi américaine FATCA en Tunisie est imminente. Toutefois, elle reste tributaire des efforts accomplis par la partie tunisienne qu'ils soient par l'administration fiscale que par les institutions financières. Des progrès notables ont été réalisés des deux côtés pour faciliter la mise en application de ladite loi.

La profession a enregistré des résultats globalement satisfaisants, les charges ayant été relativement contenues. Les banques ont ainsi affiché un résultat net de 654,1 MDT en 2015 contre 569,4 MDT en 2014, en hausse 14,9%. Les indicateurs de rentabilité ROA et ROE ont réalisé des croissances respectives de 0,9% et 10,1% contre 0,8% et 11,3% une année auparavant. L'évolution du Produit net bancaire est à la baisse à l'instar de l'année précédente avec un taux de progression de 6,6% contre 11,2% et 13,3% respectivement en 2014 et 2013, en rapport avec la diminution de la variation des marges d'intérêts et sur commissions.

Les organismes de leasing ont clôturé l'exercice 2015 sur un résultat net de 42,8 MDT contre 43,1MDT* en 2014, en légère baisse de 0,7%. En conséquence, l'indicateur ROA s'est élevé à 1,3% contre 1,5%*, tandis que le ROE s'est situé à 9,1% contre 9,8%*. Par contre, le produit net de leasing s'est raffermi de 10,7% après avoir enregistré une légère augmentation de 0,7%* un an plus tôt.

Les sociétés de factoring ont, quant à elles, connu un résultat net de 5,3 MDT contre 4,6 MDT, en hausse de 15,2%. Le produit net de factoring s'est élevé de 17,9 MDT contre 16,5 MDT, en hausse de 8,5%.

L'année 2016 s'annonce une année difficile au regard des problèmes qui prévalent aux niveaux sécuritaire et social et d'indicateurs économiques préoccupants. La préservation d'une croissance tunisienne positive serait indéniablement conditionnée par la réalisation d'objectifs ambitieux sur le plan macroéconomique accompagnée par la concrétisation de réformes structurelles et organisationnelles, indispensables pour les différents opérateurs économiques. A l'image de la situation du pays, la profession devrait ainsi faire preuve de beaucoup de résolution et de rigueur dans les années à venir pour s'approprier les réformes dont elle a besoin en vue d'un lendemain meilleur.

* Sans tenir compte d'El Wifack Leasing pour l'exercice 2014

LE CONSEIL DE L'ASSOCIATION

Président : **M. Ahmed El Karm**, Président de Directoire de l'Amen Bank (à partir de décembre 2015),
M. Jaafar KHATTECHE, Président Directeur Général de la Banque Nationale Agricole (juin - décembre 2015),
M. Mohamed Habib BEN SAAD, Président Directeur Général de la Banque de Tunisie (mars 2011-juin 2015).

SECTION BANQUES :

Vice Président : **M. Mohamed AGREBI**, Directeur Général de la Banque Internationale Arabe de Tunisie, (à partir de juin 2015),
M. Jaafar KHATTECHE, Président Directeur Général de la Banque Nationale Agricole (jusqu'à juin 2015).

Membres :

- **M. Hichem SEFFA**, Directeur Général de la Banque Attijari de Tunisie,
- **M. Ahmed RJIBA**, Directeur Général de la Banque de l'Habitat,
- **M. Samir SAIED**, Directeur Général de la Société Tunisienne de Banque (à partir de décembre 2015 en remplacement de **M. Abdelwaheb NECHI**),
- **M Habib BEN HADJ GOUIDER**, Directeur Général de la Banque Nationale Agricole (à partir de décembre 2015),
- **M. Mohamed KAANICHE**, Président Directeur Général de la Banque Tunisienne de Solidarité (à partir de juin 2015),
- **M. Ezeddine KHOUJA**, Président Directeur Général de Banque Zitouna (à partir de juin 2015),
- **M. Ahmed El Karm**, Président du Directoire de l'Amen Bank (juin - décembre 2015),
- **M. Ali KOOLI**, Directeur Général de l'Arab Banking Corporation (jusqu'à juin 2015),
- **M. Mohamed AGREBI**, Directeur Général de la Banque Internationale Arabe de Tunisie (jusqu'à juin 2015),
- **M. Housseine MOUELHI**, Directeur Général de la Banque Tuniso-Koweïtienne (jusqu'à juin 2015).

SECTION ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS :

Vice Présidente : - **M. Fethi MESTIRI**, Directeur Général de Tunisie Leasing (à partir de juin 2015),
- **M. Habib AMRI**, Directeur Général de Modern Leasing (jusqu'à juin 2015).

Membres :

- **M. Mohamed Hechmi DJILANI**, Président Directeur Général d'Hannibal Lease,
- **M. Moez TERZI**, Directeur Général d'Attijari Leasing,
- **M. Mohamed BOURAOUI**, Président Directeur Général de Tunisie Factoring (à partir de juin 2015).
- **M. Imededdine CHERIF**, Président Directeur Général d'Unifactor (jusqu'à juin 2015).

Trésorier – Commissaire aux comptes : Cabinet CMR Audit.

Délégué Général : - **Mme. Mouna SAIED** (à partir d'août 2015),
- **M. Mouldi OUELHAZI** (juin 2011 - août 2015).

LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

1- BANQUES

- **AMEN BANK (AB)**
- **ARAB BANKING CORPORATION (ABC)**
- **ARAB TUNISIAN BANK (ATB)**

- **BANQUE ATTIJARI DE TUNISIE (ATTIJARI BANK)**
- **BANQUE DE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BFPME)**
- **BANQUE DE L'HABITAT (BH)**
- **BANQUE DE TUNISIE (BT)**
- **BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS (BTE)**
- **BANQUE FRANCO-TUNISIENNE (BFT)**
- **BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE (BIAT)**
- **BANQUE NATIONALE AGRICOLE (BNA)**
- **BANQUE TUNISIENNE DE SOLIDARITÉ (BTS)**
- **BANQUE TUNISO-KOWEITIEENNE (BTK)**
- **BANQUE TUNISO-LIBYENNE (BTL)**
- **BANQUE ZITOUNA**
- **CITIBANK**
- **SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE (STB)**
- **STUSID BANK**
- **QATAR NATIONAL BANK (QNB)**
- **UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (UBCI)**
- **UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB)**
- **AL BARAKA BANK TUNISIA**
- **EL WIFACK INTERNATIONAL BANK**

2- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

ÉTABLISSEMENTS DE LEASING

- **ARAB INTERNATIONAL LEASE (AIL)**
- **ARAB TUNISIAN LEASE (ATL)**
- **ATTIJARI LEASING**
- **BEST LEASE**
- **COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING (CIL)**
- **HANNIBAL LEASE**
- **MODERN LEASING**
- **TUNISIE LEASING**

SOCIÉTÉS DE FACTORING

- **TUNISIE FACTORING**
- **UNIFACTOR**

BANQUES D'AFFAIRES

- **BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE (BAT)**
- **INTERNATIONAL MAGHREB MERCHANT BANK (IMMB)**

BANQUES OFFSHORES

- **NORTH AFRICA INTERNATIONAL BANK (NAIB)**

I- L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE :

La croissance mondiale s'est élevée à 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014, reflétant une prestation modeste de la part de la plupart des économies avancées. Compte tenu de leur poids, les pays émergents et en développement, ont vu leur essoufflement peser sur l'évolution de l'activité internationale.

L'évolution des prix à la consommation a suivi généralement une tendance baissière dans les grandes économies avancées, fortement influencée par le faible niveau des prix de l'énergie et la sous exploitation des capacités de production. Le taux d'inflation s'est ainsi élevé à 0,3% en 2015 contre 1,4% en 2014. Les anticipations inflationnistes présentent des risques tout aussi baissiers au regard des incertitudes grandissantes qui règnent sur l'évolution de la conjoncture économique mondiale. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a été également orientée à la baisse à l'exception de certains pays où la baisse de l'inflation a été compensée par la forte dépréciation de leurs monnaies locales.

Dans le même sillage, les principales banques centrales ont opté pour des politiques monétaires globalement souples. Ainsi, la FED a maintenu des conditions financières assez favorables jusqu'en décembre 2015 en décidant sans surprise de relever la fourchette de son principal taux directeur à [0,25%-0,5%]. La Banque Centrale Européenne a pris des décisions visant à prévenir l'abaissement du niveau d'inflation qui frôle déjà la déflation et à le réajuster de manière à ce qu'il soit à des niveaux inférieurs mais proches de 2% à moyen terme. Le programme d'achats d'actifs, entamé en octobre 2014, a été élargi dès le début de l'année pour être ensuite ajusté à différentes reprises au cours de l'année. A la fin de 2015, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, un des principaux taux directeurs de la BCE déjà négatif, a été baissé de 10 points de base à - 0,30% dans un objectif visant la stabilité des prix.

Le commerce mondial a été marqué par un recul historique, principalement lié au ralentissement de l'économie chinoise qui a eu pour effet de freiner l'évolution de l'activité mondiale. Le volume des échanges mondiaux de biens et de services est ainsi revenu d'une année à l'autre de 3,5% à 2,8%.

Les principaux marchés boursiers ont connu des périodes d'une forte volatilité au cours de l'année étudiée notamment pendant l'été 2015 suite aux mesures correctrices prises par les autorités chinoises, cependant dans l'ensemble, ils ont été caractérisés par une tendance haussière des principaux indices boursiers.

Sur les marchés des changes, l'évolution des principales devises a été telle que l'euro s'est fortement déprécié vis-à-vis du dollar américain.

II- L'ÉCONOMIE NATIONALE :

1- La croissance :

Le taux de croissance du PIB réel s'est élevé à 0,8% en 2015 contre 2,3% en 2014. Le retrait accusé est imputé à l'association de divers facteurs, dont le recul de l'investissement, la chute du secteur touristique et le ralentissement des principaux secteurs clés d'exportation. Il convient de souligner que le taux de croissance a été maintenu positif grâce au secteur agricole, particulièrement les recettes tirées de l'exportation de l'huile d'olive.

2- L'inflation :

Le taux d'inflation moyen annuel est resté stable au même taux enregistré l'année dernière, soit 4,9% contre 5,8% en 2013. La baisse du rythme d'évolution des prix des produits alimentaires et des prix des produits manufacturés en 2015 en comparaison avec 2014 respectivement (5,2% contre 5,4%) et (4,8% contre 5,2%) notamment durant le second semestre de l'année, sont à l'origine de la maîtrise du taux d'inflation annuel.

3- La politique monétaire :

A l'instar des années précédentes, le marché monétaire a été caractérisé par un resserrement du niveau de la liquidité bancaire, ce qui a amené la Banque Centrale de Tunisie à intervenir pour conforter les besoins des banques en liquidité à travers l'injection d'une enveloppe moyenne mensuelle de 4.590 MDT. En vue de pallier à la morosité de l'activité économique et compte tenu de la diminution des pressions exercées sur les prix, l'autorité monétaire a décidé d'abaisser son taux d'intérêt directeur de 50 points de base pour le ramener à 4,25% en octobre 2015.

4- Les finances publiques :

Le déficit budgétaire s'est situé à 4,8% du PIB en 2015 contre 5% en 2014. Cette amélioration revient essentiellement à la baisse des prix du pétrole à l'international qui a permis de d'alléger les charges relatives aux dépenses de compensation, chose qui a permis de couvrir les dépenses au titre des augmentations salariales des fonctionnaires d'Etat. Les dépenses d'investissement sont restées pratiquement inchangées. Les recettes fiscales ont été, pour leur part, revues à la baisse de 1% compte tenu de la morosité de la croissance économique qui s'est traduite par une diminution des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, le gain d'impôts imputé aux recettes au titre des revenus sur les personnes physiques n'ayant pas suffi à compenser cette perte.

L'endettement public a encore une fois atteint des sommets cette année, le taux d'endettement de l'Etat s'est en effet élevé à 53,9% contre 50,9% et 46,6% respectivement en 2014 et 2013, du fait à la consolidation du recours à l'emprunt extérieur, accaparant une part de 64,8% de l'endettement total. L'encours de la dette publique s'est situé à 46.108 MDT en 2015 contre 41.054 MDT en 2014.

5- Les paiements extérieurs :

Le solde de la balance générale des paiements a dégagé un excédent pour la deuxième année consécutive en s'établissant à 783 MDT grâce à la croissance des entrées nettes de capitaux extérieurs essentiellement sous forme d'emprunts, ce qui a permis de conforter la position des avoirs nets en devises qui ont atteint l'équivalent de 128 jours d'importation contre 112 jours l'année dernière.

Le déficit des paiements courants s'est légèrement amélioré en se situant à 8,8% du PIB en 2015 contre 9,1% en 2014 à la faveur de l'atténuation du déficit commercial qui est revenu d'une année à l'autre de 13.636 MDT à 12.048 MDT, observant une amélioration de 2 points de pourcentage du PIB (14,1% contre 16,9%). En revanche, le solde de la balance des services s'est détérioré sous l'effet négatif de la dégradation des recettes touristiques et le recul de son corollaire, le transport aérien ; tandis que les revenus de facteurs et transferts courants ont accusé une légère hausse de 214 MDT en s'établissant à 1.721 MDT.

6- L'évolution du taux de change du dinar :

Le dinar tunisien a enregistré, sur le marché interbancaire, une dépréciation de 13,4% vis-à-vis du dollar américain et de 6,5% vis-à-vis de la livre sterling, alors qu'il s'est apprécié de 3,5% par rapport à l'euro et de 0,5% face au dirham marocain.

ÉVOLUTION DES COURS MOYENS DES PRINCIPALES DEVISES CONTRE DINAR (1)
(Opérations en compte et au comptant)

Désignation	2013	2014	2015	Variations en % (2)	
				2014/13	2015/14
1 dollar EU	1,6253	1,7001	1,9623	-4,4	-13,4
1 euro	2,1595	2,2531	2,1770	-4,2	+3,5
1 livre sterling	2,5280	2,7882	2,9836	-9,3	-6,5
1000 yens japonais	16,5585	16,0005	16,1265	+3,5	-0,8
10 dirhams marocains	1,9231	2,0125	2,0018	-4,4	+0,5

Source : Banque Centrale de Tunisie. (1) Il s'agit des cours du marché interbancaire.

(2) Le signe (-) indique une dépréciation du dinar et le signe (+) une appréciation.

Le volume des transactions effectuées sur le marché des changes au comptant a connu une hausse de 25% durant l'année 2015 après avoir connu une baisse une année auparavant, pour s'établir à 92.819 MDT contre 74.256 MDT et 77.636 MDT respectivement en 2014 et 2013. Le marché a été prédominé par les opérations devises-devises avec une part de 56% des transactions au comptant.

7- Le secteur bancaire et le financement de l'économie :

En dépit d'un environnement économique national globalement difficile, les banques ont continué d'apporter leur soutien à l'économie et répondre de leur mieux aux besoins en financement des entreprises et des ménages, parallèlement, l'autorité monétaire a multiplié ses interventions afin de conforter la position du marché en liquidités et abaisser les tensions inflationnistes. Les crédits à l'économie du système financier se sont en effet élevés à 65.517 MDT contre 61.613 MDT en 2014, en hausse de 6,3%.

L'analyse de la structure de financement ventilée par secteur fait dégager les observations ci-après citées :

- La part des crédits accordés aux entreprises plus les professionnels et la part des crédits accordés aux particuliers dans l'encours total des crédits à l'économie se sont élevées respectivement à 71,8% et 28,2% contre 71,5% et 28,5% en 2014.

- Le secteur des services a continué d'accaparer la plus grande part dans les crédits consentis par le système financier aux entreprises et aux professionnels, soit 59,8%, suivi par le secteur de l'industrie avec 35,7% et le secteur de l'agriculture et pêche avec 4,5%.

- L'évolution des crédits aux particuliers a poursuivi sa tendance baissière passant de 7,8% en 2014 à 5,3% en 2015, imputée principalement à la poursuite de la décélération de la croissance des crédits à la consommation qui est revenue d'une année à l'autre de 8,3% à 3% ; tandis que les crédits à l'habitat se sont établis à 8.232 MDT contre 7.598 MDT, affichant une hausse de 8,3% contre 7,2% un an plus tôt.

Ventilation par catégorie sociale et par secteur de l'encours des crédits à l'Économie

(en MDT sauf indication contraire)

Désignation	2014	2015	Variations en %		Part en %	
			2014/13	2015/14	2014	2015
A- Crédits aux entreprises & professionnels	44.060	47.030	7,1	6,7	71,5	71,8
Agriculture & pêche^(*)	2.043	2.131	8,1	4,3	3,3	3,3
Court terme	1.197	1.170	12,9	-2,3	1,9	1,8
Moyen et long termes	846	961	2,0	13,6	1,4	1,5
Industrie	15.958	16.780	6,8	5,1	25,9	25,6
Court terme	10.241	10.816	11,3	5,6	16,6	16,5
Moyen et long termes	5.717	5.964	-0,3	4,3	9,3	9,1
Services	26.059	28.119	7,1	7,9	42,3	42,9
Court terme	12.631	13.699	8,2	8,5	20,5	20,9
Moyen et long termes	13.428	14.420	6,1	7,4	21,8	22,0
B- Crédits aux particuliers	17.553	18.487	7,8	5,3	28,5	28,2
Crédits à la consommation	9.955	10.255	8,3	3,0	16,2	15,6
Court terme	2.204	2.314	6,1	5,0	3,6	3,5
Moyen et long termes	7.751	7.941	9,0	2,4	12,6	12,1
Crédits à l'habitat	7.598	8.232	7,2	8,3	12,3	12,6
Moyen et long termes	7.598	8.232	7,2	8,3	12,3	12,6
Total des Crédits	61.613	65.517	7,3	6,3	100,0	100,0
Court terme	26.273	27.999	9,4	6,6	42,6	42,7
Moyen et long termes	35.340	37.518	5,8	6,2	57,4	57,3

Source : Rapport Annuel de la BCT 2015,

(*) Il s'agit des crédits consentis directement aux agriculteurs et aux pêcheurs

▪ L'encours des crédits à court terme s'est établi à 27.999 MDT en 2015 contre 26.273 MDT et 24.009 MDT respectivement en 2014 et 2013, en progression de 6,6% contre 9,4% en 2014. Le ralentissement enregistré est dû essentiellement à la baisse des crédits alloués au secteur de l'agriculture et de la pêche, à la décélération de la croissance des crédits accordés au secteur de l'industrie et des crédits à la consommation.

▪ En revanche, la croissance des crédits à moyen et long termes s'est améliorée par rapport à l'année dernière après avoir accusé une décélération, en s'élevant à 6,2% contre 5,8% en 2014. Cette tendance porte la marque de l'augmentation des crédits consentis aux entreprises et aux professionnels, particulièrement le secteur d'agriculture et de la pêche qui a bénéficié des mesures de rééchelonnement, et certains secteurs d'activité industrielle notamment l'agroalimentaire et la construction.

8- Les faits ayant marqué l'activité du secteur bancaire et financier :

L'activité du système bancaire a été marquée par :

▪ La transformation officielle d'El Wifack Leasing en banque universelle islamique : Wifack International Bank après avoir obtenu l'agrément de la Banque Centrale de Tunisie en 2014.

▪ Le renforcement du dispositif réglementaire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à travers la promulgation de la loi n°2015-26 du 7 août 2015. Toutes les diligences nécessaires pour améliorer les dispositifs de contrôle interne pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont en cours de mise en place dans l'objectif d'être en conformité avec la circulaire BCT n°2013-15 et la loi n°2015-26.

▪ La poursuite des réformes des banques publiques suite à la fin de mission du full audit : outre leur recapitalisation, le mode de gouvernance de la BNA, la STB et la BH est aussi en plein chantier, le poste de Président Directeur Général a été supprimé par le Ministère des Finances pour être remplacé par les postes de Directeur Général et de Président du Conseil d'Administration, un appel d'offre a été lancé pour la candidature aux postes de Directeurs Généraux de ces trois banques. La politique de rémunération de ces Directeurs Généraux a également fait l'objet d'une réforme.

▪ L'abaissement du taux directeur de la BCT de 50 points de base en octobre 2015 pour le ramener à 4,25% compte tenu de la baisse de l'inflation et de l'atténuation des pressions exercées sur l'évolution générale des prix.

▪ Le TMM a beaucoup fluctué au cours de l'année 2015 pour s'établir à 4,28% en décembre 2015 contre 4,88% en décembre 2014.

▪ La poursuite de l'approche visant l'extension du réseau d'agences bancaires. Ce dernier a été étoffé par plus d'une centaine de nouvelles ouvertures.

▪ Le développement des moyens de paiement a été caractérisé par :

- L'installation de 179 nouveaux DAB/GAB fin décembre 2015 par rapport à fin décembre 2014, soit 2.249 contre 2.070 ;
- La baisse du nombre des commerçants affiliés au paiement électronique en 2015 pour se situer à 13.661 contre 13.994 en 2014 ;
- L'installation de 266 nouveaux TPEs, pour s'élever à 12.921 après avoir affiché une baisse en 2014 en se situant à 12.655 et 12.767 en 2013.
- L'émission de cartes a été rehaussée de 345.626 cartes pour s'élever à 3.066.792 contre 2.721.166.
- L'augmentation du nombre de transactions réalisées par carte de 6,1%, s'élevant ainsi à 57,6 millions d'opérations contre 54,3 millions d'opérations en 2014 pour un montant global de transactions de 7.191 MDT durant les douze mois 2015 et 6.544 MDT durant les douze mois 2014, soit une hausse de 9,9% ;
- Le volume des transactions de paiement réalisées s'est chiffré à 960 MDT en 2015 contre 971MDT en 2014, en retrait de 1,2%.

▪ Enfin, pour ce qui y est du comportement des valeurs bancaires cotées à la Bourse de Tunis, la tendance était globalement à la hausse. L'indice sectoriel des banques « TUNBANK » s'est accru de 1,4%, soutenu par l'impact positif du full audit des banques publiques.

9- L'évolution des indicateurs de rentabilité :

A- BANQUES

En 2015, le nombre total des banques est passé de 22 à 23 banques et ce, suite à la transformation de la société de leasing El Wifack Leasing en une banque universelle.

INDICATEURS DES RESSOURCES

a- Les dépôts :

Les dépôts n'ont augmenté que de 4,2% uniquement en 2015 contre 8,9% en 2014 pour s'établir à 52.339,6 MDT.

Evolution des dépôts collectés

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015*	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Dépôts de la clientèle	38 733,8	43 013,6	46 119,7	50 222,9	52 339,6	4 279,8	3 106,1	4 103,2	2 115,9	11,0	7,2	8,9	4,2
Dépôts / crédits (en %)	93,5	97,2	99,2	98,1	97,2	-	-	-	-	3,7	2,0	-1,1	-0,9

Source : membres de l'APTBEF.

* Chiffres provisoires.

b- Les emprunts et ressources spéciales :

Les ressources d'emprunt ont enregistré une hausse de 8% ou 416,8 MDT en s'établissant à 5.626,2 MDT fin décembre 2015.

Evolution des emprunts et ressources spéciales

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015*	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Emprunts et ressources spéciales	3 726,7	4 489,7	4 702,5	5 209,4	5 626,2	763,0	212,8	506,9	416,8	20,5	4,7	10,8	8,0

Source : membres de l'APTBEF.

* Chiffres provisoires.

INDICATEURS DES EMPLOIS :

En passant de 51.203,5 MDT au 31 décembre 2014 à 53.848,9 MDT au 31 décembre 2015, le volume global des crédits à la clientèle a évolué de 5,2%, taux inférieur à celui enregistré l'année précédente qui est de 10,2%.

Evolution des crédits à la clientèle

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015*	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Crédits à la clientèle	41 411,8	44 271,0	46 479,9	51 203,5	53 848,9	2 859,2	2 208,9	4 723,6	2 645,4	6,9	5,0	10,2	5,2
Crédits / dépôts (en %)	106,9	102,9	100,8	102,0	102,9	-	-	-	-	-4,0	-2,1	1,2	0,9

Source : membres de l'APTBEF.

* Chiffres provisoires.

INDICATEURS D'EXPLOITATION :

a- Les produits d'exploitation :

Les produits d'exploitation ont atteint 5.314,4 MDT au 31 décembre 2015 contre 4.976 MDT au 31 décembre 2014, soit une progression de 338,4 MDT ou 6,8% contre une hausse plus importante de 702,7 MDT ou 16,4%.

Evolution de la structure du Produit Net Bancaire

En MDT sauf indication contraire

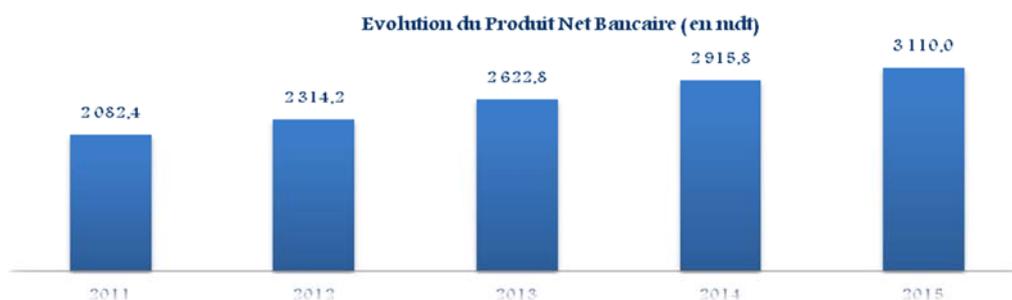
Désignation	2011	2012	2013	2014	2015*	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Produits d'exploitation bancaire	3 405,3	3 648,0	4 273,3	4 976,0	5 314,4	242,7	625,3	702,7	338,4	7,1	17,1	16,4	6,8
Charges d'exploitation bancaire	1 322,9	1 333,8	1 650,5	2 060,2	2 205,3	10,9	316,7	409,7	145,1	0,8	23,7	24,8	7,0
Produit Net Bancaire	2 082,4	2 314,2	2 622,8	2 915,8	3 109,1	231,8	308,6	293,0	193,3	11,1	13,3	11,2	6,6
Marge d'intérêts	1 192,8	1 343,6	1 543,7	1 669,0	1 701,5	150,8	200,1	125,3	32,5	12,6	14,9	8,1	1,9
Part dans le PNB(en %)	57,3	58,1	58,9	57,2	54,7	-	-	-	-	0,8	0,8	-1,7	-2,5
Marge sur commissions	456,6	517,4	561,8	645,8	699,3	60,8	44,4	84,0	53,5	13,3	8,6	15,0	8,3
Part dans le PNB (en %)	21,9	22,3	21,4	22,1	22,5	-	-	-	-	0,4	-0,9	0,7	0,4
Marge globale	1 649,4	1 861,0	2 105,5	2 314,8	2 400,8	211,6	244,5	209,3	86,0	12,8	13,1	9,9	3,7
Part dans le PNB (en %)	79,2	80,4	80,3	79,3	77,2	-	-	-	-	1,2	-0,1	-1,0	-2,1
Revenus du portefeuille-titres	433,0	453,2	517,3	601,0	708,3	20,2	64,1	83,7	107,3	4,7	14,1	16,2	17,8
Part dans le PNB (en %)	20,8	19,6	19,7	20,6	22,8	-	-	-	-	-1,2	0,1	0,9	2,2
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	310,6	350,0	398,9	445,8	501,2	39,4	48,9	46,9	55,4	12,7	14,0	11,8	12,4
Part dans le PNB (en %)	14,9	15,1	15,2	15,3	16,1	-	-	-	-	0,2	0,1	0,1	0,8
Revenus du portefeuille d'investissement	122,4	103,2	118,4	155,2	207,1	-19,2	15,2	36,8	51,9	-15,7	14,7	31,1	33,4
Part dans le PNB (en %)	5,9	4,5	4,5	5,3	6,7	-	-	-	-	-1,4	0,0	0,8	1,4

Source : membres de l'APTBEF.

* Chiffres provisoires.

b- Le produit net bancaire :

Au 31 décembre 2015, l'activité bancaire s'est accrue de 6,6% contre 11,2% pour s'élever à 3.109,1MDT.



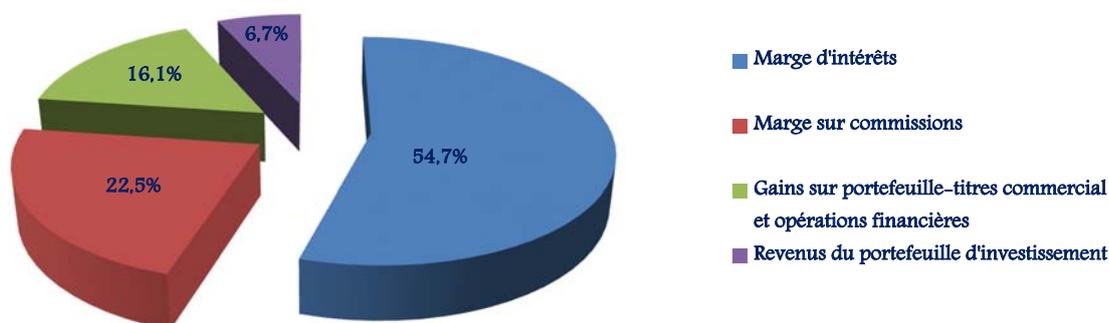
L'évolution de l'activité bancaire s'explique par le ralentissement de la progression de la marge d'intérêts de 32,5 MDT ou 1,9% en 2015 contre une croissance de 125,3 MDT ou 8,1% en 2014.

De même, la croissance de la marge sur commissions a connu une décélération en passant de 645,8 MDT à fin décembre 2014 à 699,3 MDT à fin décembre 2015, marquant une hausse de 8,3% contre 15%.

En revanche, la croissance des revenus du portefeuille-titres a augmenté en 2015, passant de 601MDT à 708,3 MDT, soit 17,8% contre 16,2%.

Cette augmentation résulte de la progression concomitante des gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières ainsi que des revenus du portefeuille d'investissement respectivement de 12,4% et 33,4%.

Evolution de la structure du Produit Net Bancaire en 2015



c- Les charges opératoires :

A la fin de l'exercice 2015, les charges opératoires se sont élevées à 1.527,8 MDT contre 1.412,4MDT une année auparavant, enregistrant une hausse de 8,2%.

Evolution des frais généraux

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015 ⁽¹⁾	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Charges opératoires ⁽²⁾	1 064,7	1 164,7	1 240,4	1 412,4	1 527,8	100,0	75,7	172,0	115,4	9,4	6,5	13,9	8,2
Frais du personnel	811,4	886,0	941,1	1 065,7	1 155,1	74,6	55,1	124,6	89,4	9,2	6,2	13,2	8,4
Charges générales d'exploitation	253,3	278,7	299,3	346,7	372,7	25,4	20,6	47,4	26,0	10,0	7,4	15,8	7,5
Charges opératoires / PNB (en %)	51,1	50,3	47,3	48,4	49,1	-	-	-	-	-0,8	-3,0	1,1	0,7
Marge sur commissions / frais de personnel (en %)	56,3	58,4	59,7	60,6	60,5	-	-	-	-	2,1	1,3	0,9	-0,1
Frais globaux de gestion ⁽³⁾	1 163,8	1 275,8	1 359,5	1 540,9	1 662,0	112,0	83,7	181,4	121,1	9,6	6,6	13,3	7,9
Dotations aux amortissements	99,1	111,1	119,1	128,5	134,2	12,0	8,0	9,4	5,7	12,1	7,2	7,9	4,4
Frais globaux de gestion / PNB (en %)	55,9	55,1	51,8	52,8	53,5	-	-	-	-	-0,8	-3,3	1,0	0,7

Source : membres de l'APTBEF.

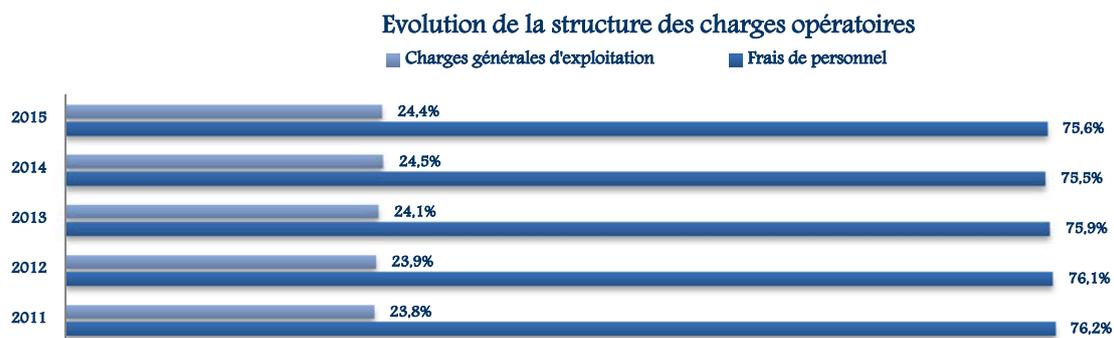
(1) Chiffres provisoires.

(2) Les charges opératoires = les frais de personnel + les charges générales d'exploitation.

(3) Les frais globaux de gestion = les charges opératoires + les dotations aux amortissements.

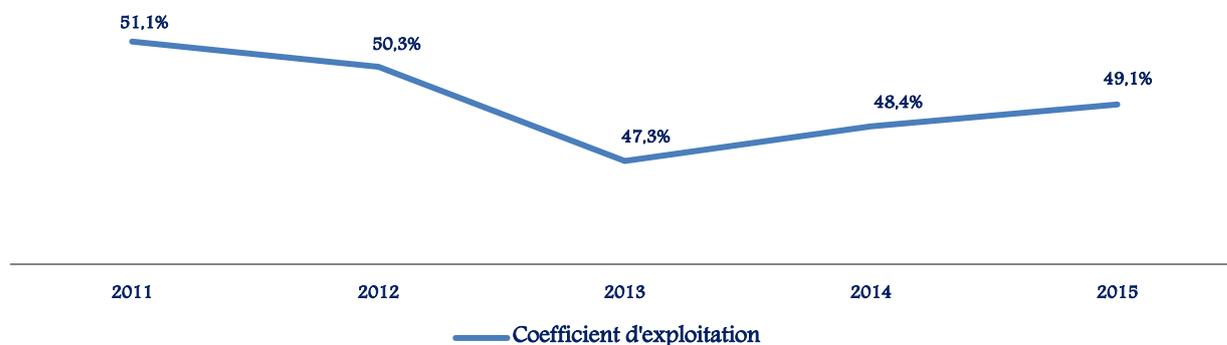
Cette hausse est imputée à la progression des frais de personnel, représentant 75,6% du total des charges opératoires en 2015, à hauteur de 89,4 MDT ou 8,4% et des charges générales d'exploitation à concurrence de 26 MDT ou 7,5%.

Les frais globaux de gestion se sont situés à 1.662 MDT, en hausse de 121,1 MDT ou 7,9%.



d- Le coefficient d'exploitation :

L'accroissement des charges opératoires de 8,2%, soit à un rythme plus élevé que celui du PNB, a engendré une dégradation du coefficient d'exploitation⁽¹⁾ de 0,7 point de pourcentage en se situant à 49,1% en 2015.



e- Le résultat net :

Les banques ont clôturé l'exercice 2015 sur un résultat net de 654,1 MDT contre 569,4MDT en 2014, réalisant une augmentation de 84,7 MDT ou 14,9%.

f- Les capitaux propres :

Les fonds propres ont augmenté de 28,3%, passant de 5.054,6 MDT en 2014 à 6.484,6 MDT en 2015 suite notamment à la progression des apports des actionnaires et des réserves respectivement de 35,9% et 5,7%.

Evolution du résultat net, des capitaux propres et des indicateurs de rentabilité

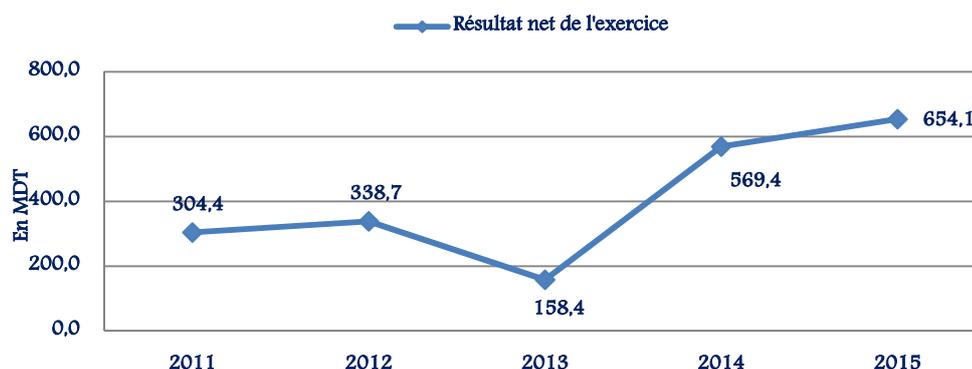
En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015*	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Résultat net global	304,4	338,7	158,4	569,4	654,1	34,3	-180,3	411,0	84,7	11,3	-53,2	259,5	14,9
Capitaux propres	4 798,4	4 556,1	4 143,6	5 054,6	6 484,6	-242,3	-412,5	911,0	1 430,0	-5,0	-9,1	22,0	28,5
ROA (en %)	0,6	0,6	0,3	0,8	0,9	-	-	-	-	0,0	-0,3	0,5	0,1
ROE (en %)	6,3	7,4	3,8	11,3	10,1	-	-	-	-	1,1	-3,6	7,5	-1,3

Source : membres de l'APTBEF.

* Chiffres provisoires.

⁽¹⁾ Ce taux est calculé par le rapport entre les charges opératoires et le produit net bancaire.

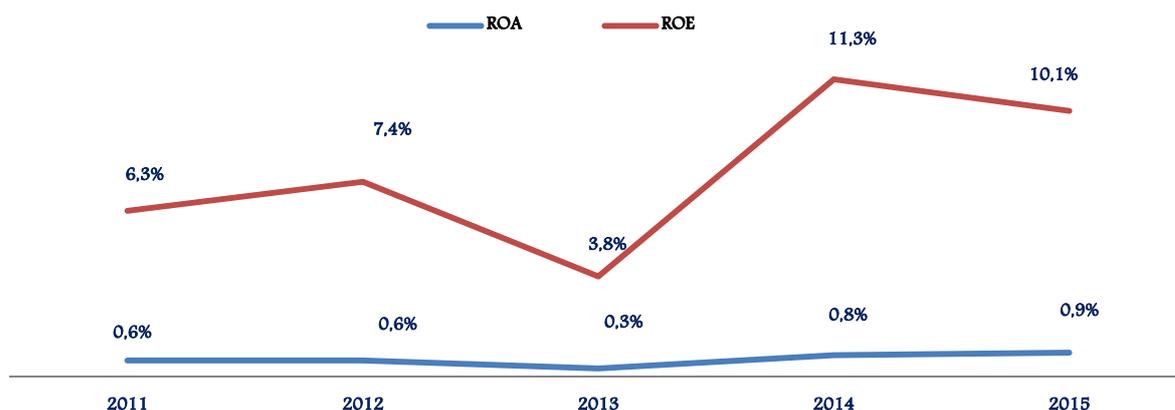


g- Le rendement des actifs :

Le rendement des actifs (ROA) s'est amélioré de 0,1% fin décembre 2015 contre 0,5% fin décembre 2014.

h- La rentabilité des capitaux propres :

La rentabilité des capitaux propres (ROE) a, en revanche, accusé une baisse de 1,2 point de pourcentage en revenant de 11,3% en 2014 à 10,1% en 2015.



IV- RATIOS DE PRODUCTIVITE :

Comme le démontre le tableau ci-dessous, les ratios de productivité des banques ont évolué positivement durant la période 2011-2015.

Evolution des ratios de productivité

En mdt

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015*	Variations			
						12/11	13/12	14/13	15/14
Crédits à la clientèle / Nombre des employés	2 191,8	2 303,1	2 376,9	2 530,8	2 617,5	111,3	73,8	153,9	86,7
Dépôts de la clientèle / Nombre des employés	2 050,1	2 237,7	2 358,5	2 482,3	2 544,1	187,6	120,8	123,8	61,8
PNB / Nombre des employés	110,2	120,4	134,1	144,1	151,1	10,2	13,7	10,0	7,0

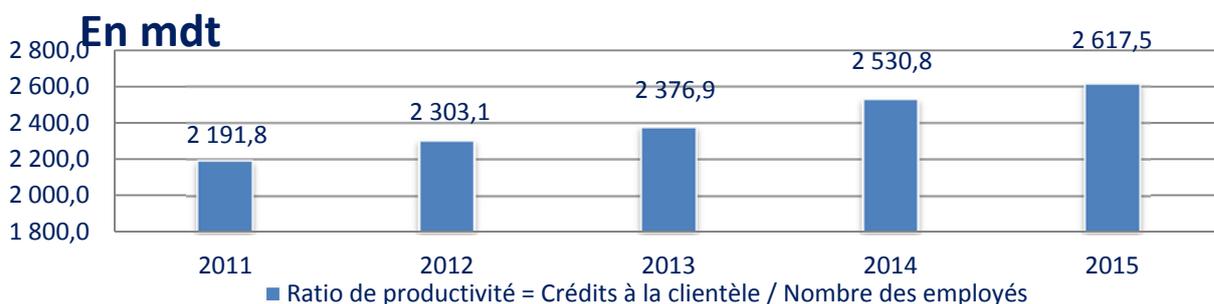
Source : membres de l'APTBEF.

* Chiffres provisoires.

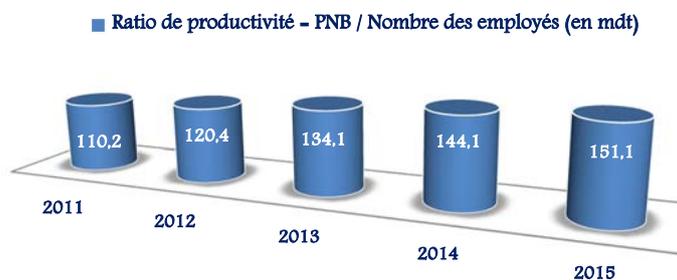
En s'établissant à 2.617,5 milliers de dinars au 31 décembre 2015 contre 2.530,8 milliers de dinars au 31 décembre 2014, le taux de productivité⁽¹⁾ a augmenté de 86,7 milliers de dinars contre 153,9 milliers de dinars un an plus tôt.

(1) Les crédits à la clientèle / le nombre des employés.

Le ratio productivité⁽²⁾ est passé de 2.482,3 milliers de dinars en 2014 à 2.544,1 milliers de dinars en 2015, en accroissement de 61,8 milliers de dinars, cette évolution demeure inférieure à celle enregistrée l'année dernière qui est de l'ordre de 123,8 milliers de dinars.



La faible croissance du nombre des employés conjuguée à la hausse importante de produit net bancaire, soit 1,7% contre 6,6% ont permis au ratio de productivité du secteur bancaire⁽³⁾, d'enregistrer une progression de 7 milliers de dinars aboutissant à 151,1 milliers de dinars fin décembre 2015 contre 144,1 milliers de dinars fin décembre 2014.



B- ETABLISSEMENTS DE LEASING

Au cours de l'année 2015, le nombre des organismes de leasing est désormais de huit sociétés au lieu de neuf après la conversion de la société El Wifack Leasing en une banque universelle.

INDICATEURS D'EXPLOITATION :

a- Les produits d'exploitation :

Les produits d'exploitation se sont élevés à 284,2 MDT en 2015 contre 273,6 MDT en 2014, soit une croissance de 10,6 MDT ou 3,9% contre 29,9 MDT ou 12,3%. Compte non tenu d'El Wifack Leasing, ce poste serait en hausse de 13,7% et s'établirait à 249,9 MDT.

b- Les charges d'exploitation :

De même, les charges d'exploitation ont augmenté de 6,8% contre 16,5% atteignant 152,1MDT au 31 décembre 2015 contre 142,4 MDT une année auparavant.

⁽²⁾ Les dépôts de la clientèle / le nombre des employés. ⁽³⁾ Le produit net bancaire / le nombre des employés.

c- Le produit net :

Le secteur de leasing a réalisé des performances globalement positives. En effet, le produit net a fait ressortir une progression de 12,8 MDT ou 10,7% en totalisant 132,1 MDT fin décembre 2015 contre 119,3MDT fin décembre 2014.

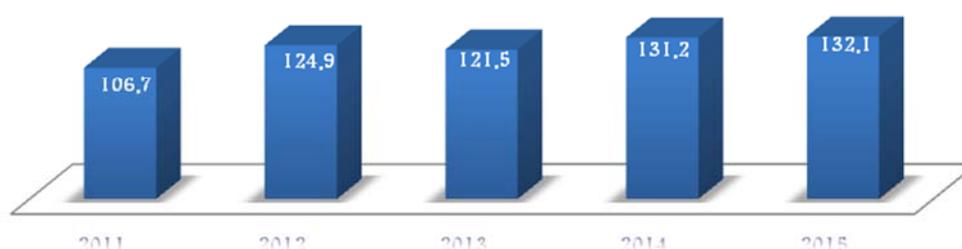
Evolution de la structure du produit net

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2014 Sans El Wifack Leasing	2015	Variations en MDT					Variations en %				
							12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans El Wifack Leasing	12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans El Wifack Leasing
Produits d'exploitation	200,5	224,9	243,7	273,6	249,9	284,2	24,4	18,8	29,9	10,6	34,3	12,2	8,4	12,3	3,9	13,7
Charges d'exploitation	93,8	100,0	122,1	142,4	130,6	152,1	6,2	22,2	20,2	9,7	21,5	6,6	22,2	16,5	6,8	16,5
Produit net de leasing	106,7	124,9	121,5	131,2	119,3	132,1	18,2	-3,4	9,7	0,9	12,8	17,1	-2,7	8,0	0,7	10,7

Source : membres de l'APTBEF

Evolution du Produit Net de Leasing



d- Les charges opératoires :

Les charges opératoires sont revenues de 53,1 MDT en 2014 à 51,4 MDT en 2015, enregistrant une amélioration de 1,7 MDT ou 3,2%.

Evolution des frais généraux

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2014 Sans El Wifack Leasing	2015	Variations en MDT					Variations en %				
							12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans El Wifack Leasing	12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans El Wifack Leasing
Charges opératoires ⁽¹⁾	37,1	42,3	46,5	53,1	48,0	51,4	5,2	4,2	6,6	-1,7	3,4	14,0	9,9	14,2	-3,2	7,1
Frais de personnel	22,7	26,3	29,2	32,9	29,7	33,2	3,6	2,9	3,7	0,3	3,5	15,9	11,0	12,7	0,9	11,8
Charges générales d'exploitation	14,4	16,0	17,3	20,2	18,3	18,2	1,6	1,3	2,9	-2,0	-0,1	11,1	8,1	16,8	-9,9	-0,5
Charges opératoires / PNL (en %)	34,8	33,9	38,3	40,5	40,2	38,9	-	-	-	-	-	-0,9	4,4	2,2	-1,6	-1,3
Frais globaux de gestion ⁽²⁾	40,7	46,1	50,5	57,3	51,9	55,4	5,4	4,4	6,8	-1,9	3,5	13,3	9,5	13,5	-3,3	6,7
Dotations aux amortissements	3,6	3,8	4,0	4,2	3,9	4,0	0,2	0,2	0,2	-0,2	0,1	5,6	5,3	5,0	-4,8	2,6

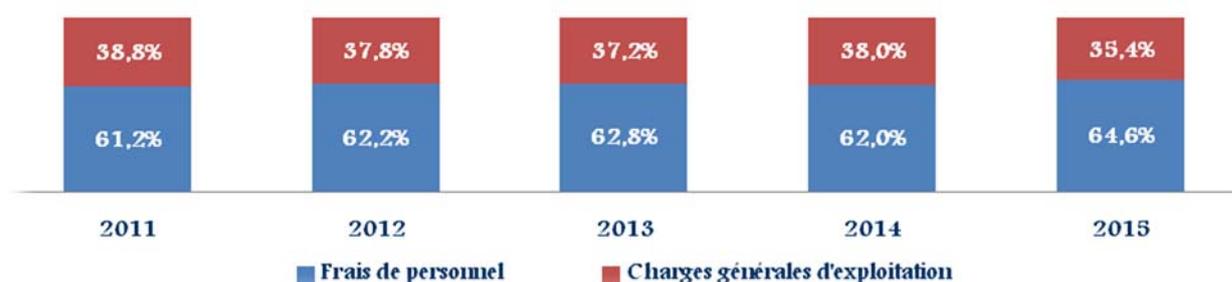
Source : membres de l'APTBEF

(1) Les charges opératoires = frais de personnel + charges générales d'exploitation.

(2) Les frais globaux de gestion = charges opératoires + dotations aux amortissements.

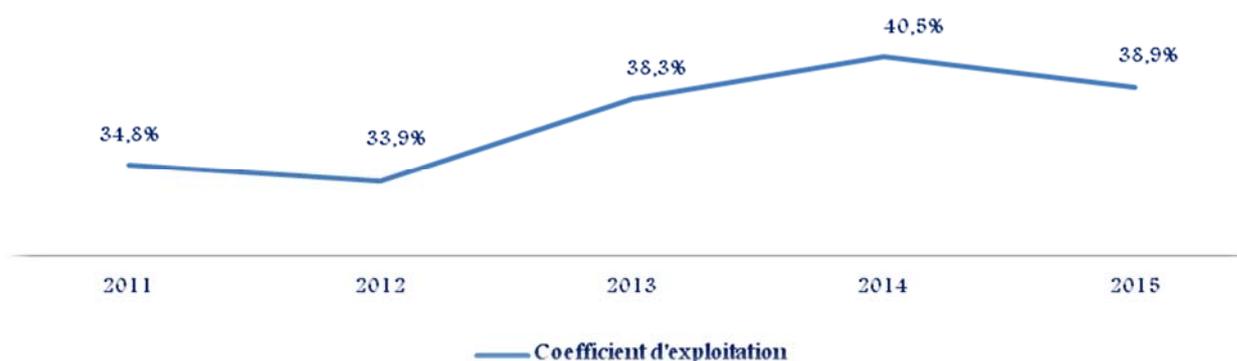
La régression des charges générales d'exploitation de 2 MDT ou 9,9% est à l'origine de cette maîtrise. En revanche, les frais de personnel ont augmenté de 0,3 MDT ou 0,9% en passant de 32,9 MDT à 33,2 MDT.

Evolution de la structure des charges opératoires des sociétés de leasing



e- Le coefficient d'exploitation :

La réduction des charges opératoires a favorisé l'amélioration du coefficient d'exploitation à raison de 1,6 point de pourcentage, soit 38,9% au 31 décembre 2015 contre 40,5% au 31 décembre 2014. Il est à signaler que ce taux avait enregistré une hausse de 2,2 points de pourcentage un an plus tôt.



f- Le résultat net :

Après avoir connu une augmentation de 10,5%, le résultat net de l'exercice a régressé en 2015 de 9,3% en s'établissant à 42,8 MDT contre 47,2 MDT une année auparavant.

g- Les capitaux propres :

En 2015, les capitaux propres ont accusé une baisse de 3,7% contre une hausse de 3,2% pour s'établir à 467,8 MDT. Toutefois, compte non tenu d'EI Wifack Leasing, l'évolution des capitaux propres se situerait à 5,9%.

Evolution du résultat net, des capitaux propres et des indicateurs de rentabilité

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2014 Sans EI Wifack Leasing	2015	Variations en MDT					Variations en %				
							12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans EI Wifack Leasing	12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans EI Wifack Leasing
Résultat net	31,7	43,3	42,7	47,2	43,1	42,8	11,6	-0,6	4,5	-4,4	-0,3	36,6	-1,4	10,5	-9,3	-0,7
Capitaux propres	334,5	381,6	470,9	486,0	441,7	467,8	47,1	89,3	15,1	-18,2	26,1	14,1	23,4	3,2	-3,7	5,9
ROA en %	1,3	1,6	1,5	1,5	1,5	1,3	-	-	-	-	-	0,3	-0,1	0,0	-0,2	-0,2
ROE en %	9,5	11,3	9,1	9,7	9,8	9,1	-	-	-	-	-	1,8	-2,2	0,6	-0,6	-0,7

Source : membres de l'APTBEF

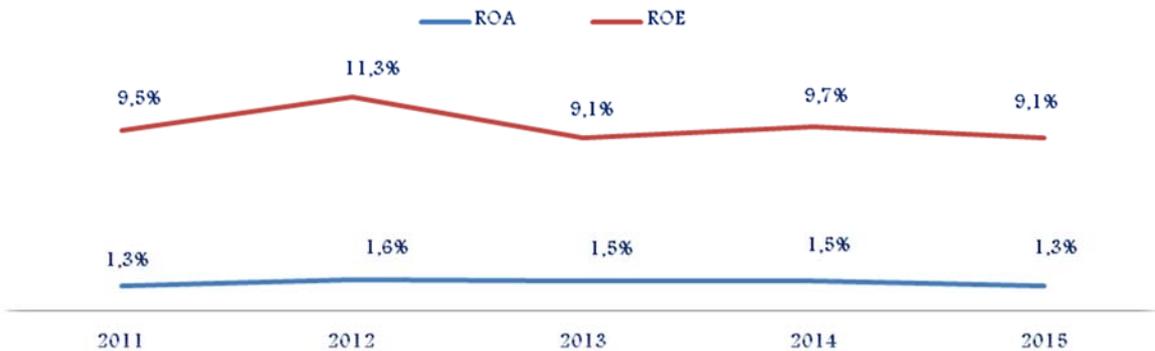


h- Le rendement des actifs :

Compte tenu de ce qui a précédé, l'indicateur de rendement des actifs (ROA) a diminué de 0,2% en s'élevant à 1,3% en 2015 contre 1,5% en 2014.

i- La rentabilité des capitaux propres :

Parallèlement, la rentabilité des fonds propres (ROE) a accusé une baisse de 0,6% pour se situer à 9,1% contre 9,7%.



RATIO DE PRODUCTIVITE :

Le taux de productivité* a poursuivi une tendance haussière en passant de 189,3 milliers de dinars en 2014 à 201,1 milliers de dinars en 2015, soit une augmentation de 11,8 milliers de dinars contre 14,2 milliers de dinars.

Evolution de ratio de productivité

En MDT

Désignation	2011	2012	2013	2014	2014 Sans EI Wifack Leasing	2015	Variations en en MDT				
							12/11	13/12	14/13	15/14	15/14 sans EI Wifack Leasing
Ratio de productivité = PNL / Nombre des employés	171,0	195,2	175,1	189,3	191,2	201,1	24,2	-20,1	14,2	11,8	9,9

Source : membres de l'APTBEF

* Le produit net de leasing / le nombre des employés.

C- ORGANISMES DE FACTORING

INDICATEURS D'EXPLOITATION :

a- Les produits d'exploitation :

L'activité de factoring a dégagé un chiffre d'affaires de 27,2 MDT en 2015 contre 24,7 MDT en 2014, soit une hausse de 2,5 MDT ou 10,1%.

Evolution de la structure du produit net de factoring

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Produits d'exploitation	15,6	18,6	22,1	24,7	27,2	3,0	3,5	2,6	2,5	19,0	19,1	11,8	10,1
Charges d'exploitation	4,8	5,7	7,2	8,2	9,3	0,9	1,5	1,0	1,1	18,8	26,3	13,9	13,4
Produit net de factoring	10,8	12,9	14,9	16,5	17,9	2,1	2,0	1,6	1,4	19,4	15,5	10,7	8,5
Marge d'intérêts	5,5	6,3	7,6	8,4	9,0	0,8	1,3	0,8	0,6	14,5	20,6	10,5	7,1
Part dans le PNF (en %)	50,9	48,8	51,0	50,9	50,3	-	-	-	-	-2,1	2,2	-0,1	-0,6
Marge sur commissions	5,3	6,6	7,3	8,1	8,9	1,3	0,7	0,8	0,8	24,5	10,6	11,0	9,9
Part dans le PNF (en %)	49,1	51,2	49,0	49,1	49,7	-	-	-	-	2,1	-2,2	0,1	0,6

Source : membres de l'APTBEF

b- Le produit net de factoring :

Un produit net de factoring de 17,9 MDT a été généré en 2015 contre 16,5 MDT, enregistrant une évolution moins importante que l'année précédente, soit 8,5% contre 10,7%.



Représentant 50,3% du PNF fin décembre 2015 contre 50,9% fin décembre 2014, la marge d'intermédiation a progressé de 7,1% pour s'établir à 9 MDT.

La marge sur commissions a augmenté, quant à elle, de 9,9%, totalisant 8,9 MDT en 2015 contre 8,1 MDT en 2014. La part de cette marge dans le PNF s'est située à 49,7%.

Evolution de la structure du Produit Net des Sociétés de Factoring

■ Marge d'intérêts ■ Marge sur commissions



c- Les charges opératoires :

Les charges opératoires ont totalisé 6,6 MDT fin décembre 2015 contre 6 MDT fin décembre 2014, en augmentation de 10% contre 7,1%.

Evolution des frais généraux

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Charges Opératoires ⁽¹⁾	4,6	5,4	5,6	6,0	6,6	0,8	0,2	0,4	0,6	17,4	3,7	7,1	10,0
Frais de personnel	3,7	4,3	4,5	4,7	5,3	0,6	0,2	0,2	0,6	16,2	4,7	4,4	12,8
Frais généraux	0,9	1,1	1,1	1,3	1,3	0,2	0,0	0,2	0,0	22,2	0,0	18,2	0,0
Charges opératoires / PNF (en %)	42,6	41,9	37,6	36,4	36,9	-	-	-	-	-0,7	-4,3	-1,2	0,5
Frais globaux de gestion ⁽²⁾	6,0	6,9	7,7	8,2	8,4	0,9	0,8	0,5	0,2	15,0	11,6	6,5	2,4
Dotations aux amortissements	1,4	1,5	2,1	2,2	1,8	0,1	0,6	0,1	-0,4	7,1	40,0	4,8	-18,2
Frais globaux de gestion / PNF (en %)	55,6	53,5	51,7	49,7	46,9	-	-	-	-	-2,1	-1,8	-2,0	-2,8

Source : membres de l'APTBEF

(1) Les charges opératoires = les frais de personnel + les charges générales d'exploitation.

(2) Les frais globaux de gestion = les charges opératoires + les dotations aux amortissements.

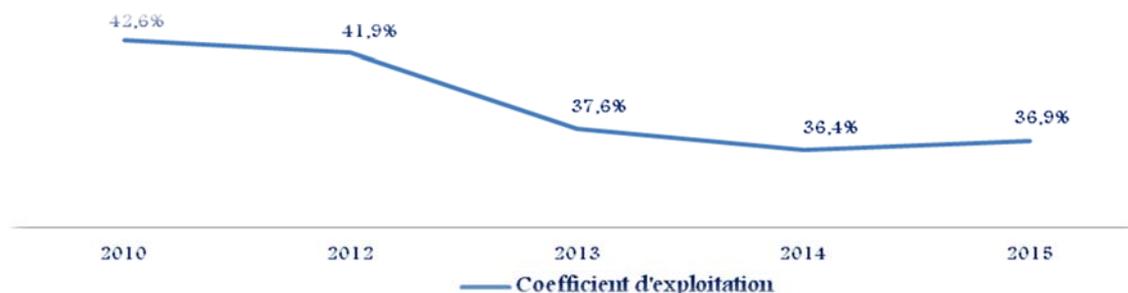
Evolution de la structure des charges opératoires des sociétés de factoring



Cette situation est entièrement attribuable à l'évolution des frais de personnel, en augmentation de 12,8% contre 4,4%.

d- Le coefficient d'exploitation :

Le coefficient d'exploitation a augmenté de 0,5 point de pourcentage en passant de 36,4% à 36,9%.



e- Le résultat net :

L'activité de factoring a affiché un résultat net de 5,3 MDT contre 4,6 MDT une année auparavant, soit une amélioration de 15,2%.

f- Les capitaux propres :

Les assises financières des sociétés de factoring se sont consolidées par l'augmentation des capitaux propres de 8,6% contre 8,3%, passant de 41,7 MDT en 2014 à 45,3 MDT en 2015.

Evolution du résultat net, des capitaux propres et des indicateurs de rentabilité

En MDT sauf indication contraire

Désignation	2011	2012	2013	2014	2015	Variations en MDT				Variations en %			
						12/11	13/12	14/13	15/14	12/11	13/12	14/13	15/14
Résultat net de l'exercice	3,6	3,5	4,1	4,6	5,3	-0,1	0,6	0,5	0,7	-2,8	17,1	12,2	15,2
Capitaux propres	33,6	35,5	38,5	41,7	45,3	1,9	3,0	3,2	3,6	5,7	8,5	8,3	8,6
ROA en %	2,1	1,8	1,8	1,8	2,1	-	-	-	-	-0,3	0,0	0,0	0,3
ROE en %	10,7	9,9	10,6	11,0	11,7	-	-	-	-	-0,8	0,7	0,4	0,7

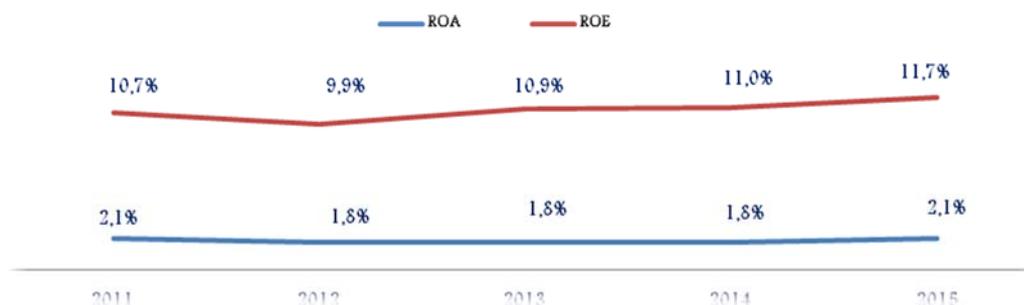
Source : membres de l'APTBEF

g- Le rendement des actifs :

L'affermissement du résultat net s'est répercuté sur le rendement des actifs (ROA) à raison de 0,3% en s'établissant à 2,1% en 2015.

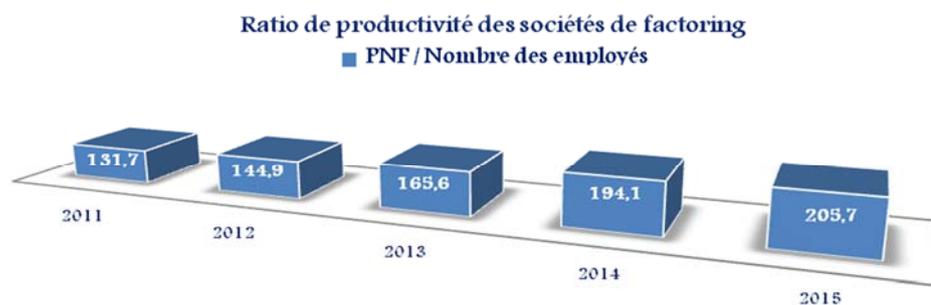
h- La rentabilité des capitaux propres :

La rentabilité des capitaux propres (ROE) a atteint 11,7% en 2015 contre 11% en 2014, enregistrant une hausse de 0,7 point de pourcentage.



RATTO DE PRODUCTIVITE :

Au cours de l'année 2015, le ratio de productivité* s'est élevé de 11,6 milliers de dinars contre 28,5 milliers de dinars en 2014 pour s'établir à 205,7 milliers de dinars.



* Le produit net de factoring / le nombre des employés.

L'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers a consacré au cours de l'année 2015 ses activités et ses interventions sur des sujets cruciaux pour la profession.

I- QUESTIONS D'ACTUALITE DE LA PROFESSION :

1- Actualités juridiques :

■ **La refonte de la loi bancaire n°2001-65** : le secteur bancaire a fait appel un cabinet d'études pour l'assister dans l'examen du projet de loi bancaire. Le projet de la nouvelle loi est venu organiser l'exercice de l'activité des établissements de crédit et son contrôle aux fins de protection des dépôts (les déposants ou les épargnants) et des consommateurs des services bancaires dans l'objectif de préserver la stabilité de ces établissements et le bon fonctionnement du secteur bancaire.

■ **Dossier Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)** : les banques ont pris les mesures nécessaires pour mettre à jour leur système d'information, les indices d'américanité notamment les indices forts tels que la nationalité et la green card ont été ajoutés au formulaire / questionnaire d'ouverture de comptes pour les nouveaux clients, la procédure de recensement des anciens clients a été entamée.

- ✓ La cellule chargée de transférer les données à l'IRS et relevant du ministère des Finances continue de faire tout le nécessaire pour être techniquement en mesure de faire le reporting.
- ✓ La commission nationale a reçu la visite d'une délégation de l'IRS pendant deux journées au siège du Ministère des Finances. Cette visite est intervenue dans le cadre de l'évaluation de l'arsenal juridique existant, des procédures et des politiques de l'administration fiscale tunisienne notamment en matière de suivi et d'application des lois, de gestion de la sécurité de l'information et d'infrastructure afin de présenter si nécessaire les recommandations à même d'améliorer ces procédures et assurer au final entre les deux pays un échange de données dans des conditions optimales.
- ✓ La partie américaine a décidé d'accorder un délai d'un an supplémentaire à partir du 30 septembre 2015 à certains pays dont la Tunisie, soit le 30 septembre 2016, pour signer la convention, prenant en considération les travaux de restructuration qu'incombent à l'administration fiscale tunisienne pour être habilitée à échanger des données avec les Etats-Unis en toute sécurité et confidentialité ;
- ✓ La signature de la convention FATCA se fera en deux versions : anglaise et arabe. Les deux versions ont été communiquées par la partie américaine et ont été revues par la sous commission juridique émanant de la commission nationale de façon à les adapter au cadre juridique tunisien existant.

■ **Régularisation des créances FNG** : suite à une réserve émise par le Conseil d'Administration de la SOTUGAR, gestionnaire du fonds national de garantie (FNG), sur des impayés dus à six banques de la place, datant de 1986 et qui s'élèvent à 7.052 milliers de dinars, plusieurs réunions ont été tenues dans le cadre de la régularisation de ce dossier sous l'égide de l'Association suite à une correspondance parvenue du Ministère des Finances. En effet, la SOTUGAR avait engagé une procédure judiciaire contre une banque de la place pour non recouvrement de créances. De ce fait, une correspondance a été soumise au Ministère des Finances pour demander une suspension de procédures de recouvrement contre les banques. Un dossier complet sera préparé par les différentes parties impliquées en vue de le soumettre au ministère des finances qui le présentera à un Conseil Ministériel, l'objectif étant de tenter d'éviter les litiges qui peuvent découler de la non régularisation de ce dossier.

■ **Annulation du caractère obligatoire des normes homologuées et son remplacement par des règlements techniques** : dans le cadre de l'application de l'article 8 de la loi n°2009-38 du 30 juin 2009 qui consiste en la création d'un seul type de normes à caractère volontaire et l'annulation de caractère obligatoire des normes homologuées et son remplacement par des règlements techniques, l'APTBEF a été sollicitée par le Ministère des Finances pour l'élaboration des règlements techniques des normes suivants :

- ✓ NT 112.01 (1984) : codes pour la représentation des monnaies et types des fonds ;
- ✓ NT 112.09 (1994) : le chèque bancaire et postal-spécifications ;
- ✓ NT 112.11 (1996) : prélèvements bancaires et postaux ;

- ✓ NT 112.14 (1998) : banques lettre de change ;
- ✓ NT 112.15 (1998) opérations bancaires et postales-virements ;
- ✓ NT 112.23 (2001) : banque-documents – lettre de change acceptant la lecture automatique en règles de remplissage des différentes rubriques du formulaire.

Afin de préserver la qualité des moyens de paiements échangés, il a été convenu ce qui suit :

- ✓ Les normes NT 112.01, NT 112.09, NT112.11, NT112.14, NT 112.15, NT 112.23, sans référence de dates, seront d'application obligatoire par des règlements techniques homologués par le Ministère de l'Industrie et le Ministère des Finances ;
- ✓ Constitution d'un comité technique chargé de l'étude et de la validation des mises à jour des normes avec l'INNORPI ;
- ✓ Le comité technique a rappelé que pour se conformer à l'usage bancaire, une mise à jour de la norme des prélèvements NT112.11 est nécessaire avant Juin 2016.

■ **Emission des avis sur des questions d'ordre juridique et social au profit des établissements de crédit :**

- ✓ Dans le cadre de sa mission, l'APTBEF a été appelée à émettre un avis sur des questions d'ordre juridique et social au profit de ses membres et ce, afin de veiller au développement des bonnes relations de travail et de la promotion des conditions sociales dans le secteur ;
- ✓ Traitement des requêtes menées par les employés des établissements membres ;
- ✓ Traitement des dossiers de la sous-traitance au niveau du secteur ;
- ✓ Participation aux réunions de conciliation organisées par les autorités (Ministère des Affaires Sociales) et ayant trait aux aspects sociaux dans le secteur bancaire et financier.

■ **L'Accord relatif aux saisies-arrêts** : l'Accord relatif aux saisies arrêts mis en place en 2004 a été actualisé conformément aux propositions de certains établissements membres, ayant pour principe de veiller à la non exécution des jugements entre les établissements adhérents audit Accord.

■ **Adhésion au système d'achat public en ligne « TUNEPS »** relevant de la Présidence du Gouvernement devenu opérationnel à partir du 1er juin 2014 conformément aux dispositions du décret n°2014-1039 du 13 mars 2014 portant réglementation des marchés publics : réunions de suivi et de vulgarisation de la mise en place dudit système effectuées en 2015.

■ **Examen des conditions d'octroi de la ligne de financement de 200 MDT prévue par l'article 2 de la loi de finances complémentaire 2015.** Cette dotation de 200 MDT est prévue par le budget de l'Etat pour le refinancement du rééchelonnement des crédits et des crédits de gestion accordés par les établissements de crédit ayant la qualité de banque durant la période allant du 1er juillet 2015 au 31 décembre 2016 au profit des entreprises économiques présentant un plan de restructuration selon des critères prédéfinis. Les recommandations de la direction générale de financement, la BCT et de l'Association ont conduit à la publication de la circulaire BCT n°2015-13 du 10 novembre 2015, venue encadrer les critères d'éligibilité des entreprises à cette ligne.

2- Sécurités physique et du système d'information :

■ **Mesures de sécurité dans les établissements de crédit** : Face à la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays et à la propagation des menaces visant les banques et les établissements financiers, une réunion a été tenue le 15 juillet 2015 au siège de l'Association en présence des responsables de la sécurité des établissements de crédit, des représentants de la Banque Centrale de Tunisie, de la commission de protection des banques et des établissements financiers, de la direction générale des unités d'intervention et de la direction générale de la garde nationale relevant du Ministère de l'Intérieur. Un ensemble de recommandations et de mesures d'urgence relatives au renforcement de la protection des sièges et du réseau des établissements de crédit et à la sécurité des opérations de transport de fonds ont été retenues.

Parmi ces recommandations, un comité « veille de sûreté » a été créé au niveau de l'Association composé de l'ATB, Attijari Bank, la QNB, la BH, la BNA, la BIAT, l'Amen Bank, CITI BANK, Tunisie Leasing, Banque Zitouna, la Banque Centrale de Tunisie et le Ministère de l'Intérieur. Le comité a eu pour principal objectif de mettre en place un accord principal en matière de sûreté des personnes et des biens.

■ **Etude de Mise en place au sein de l'APTBEF d'un centre de réponse aux urgences informatiques (CERT : Computer Emergency Response Team) pour les banques et les établissements financiers** : l'Association envisage la mise en place d'un CERT bancaire en collaboration avec l'ANSI (Agence Nationale de la Sécurité Informatique) au profit des banques et des établissements financiers.

Il s'agit d'une unité spécialisée de coordination entre les banques et les établissements financiers pour faire face aux cyber-menaces en assurant les activités préventives, réactives et proactives. Elle a pour mission de renforcer la capacité du secteur financier tunisien pour répondre aux cyber-menaces, aux vulnérabilités et aux incidents et de servir de canal de communication principal pour le secteur.

- ✓ Dans le cadre du lancement de l'étude de la mise en place d'un CERT bancaire sous l'égide de l'APTBEF, le comité technique de l'OSSIT s'est réuni pour discuter des prérequis de mise en place ;
- ✓ Un comité d'étude de mise en place du projet a été créé, il est composé du comité technique de l'OSSIT et de représentants de la SIBTEL et de la SMT ;
- ✓ Les membres dudit comité ont visité le CERT national de l'ANSI ;
- ✓ Une présentation du projet CERT sera faite au conseil de l'APTBEF ;
- ✓ Plusieurs réunions du comité d'étude du projet de mise en place du CERT bancaire ont été organisées afin de cadrer les missions de consultant à choisir pour l'étude et la mise en place du CERT ;
- ✓ L'ANSI a proposé un expert en sécurité pour l'accompagnement de la mise en place du projet du CERT bancaire Tunisien dans le cadre de partenariat public-privé ;
- ✓ Un document décrivant le CERT Bancaire, les termes de références et le plan d'action a été préparé.

Prochaines étapes du Projet :

- ✓ Signature de la Convention de mise en place du CERT bancaire entre l'APTBEF et l'ANSI ;
- ✓ Organisation d'une réunion pour présenter le projet CERT Bancaire aux PDG des banques ;
- ✓ Validation des termes de référence préparés par l'expert de l'ANSI ;
- ✓ Lancement du CERT Bancaire en puisant dans un premier temps dans les ressources humaines de l'Association.

3- Relations avec l'Observatoire des Services Bancaires :

■ Certaines pratiques bancaires et suite à plusieurs réclamations de la part de la clientèle des banques, la Banque Centrale de Tunisie a sollicité l'Association pour examiner ces pratiques. Il s'agissait particulièrement du non-respect des dispositions de l'article 343 du code des obligations et des contrats (coc) relatives à l'imputation des paiements et les pratiques relatives à la perception des intérêts lors du déblocage des crédits MLT contrairement aux dispositions réglementaires en vigueur (article 35 de la circulaire BCT n°87-47) et à la capitalisation des intérêts et au calcul des intérêts de retard. Une commission a été constituée à cet effet sous l'égide de l'Association, composée de représentants de l'Observatoire des Services Bancaires, de la Direction Générale de la Stabilité Financière et de la Prévention des Risques et de la Direction Générale de la Supervision Bancaire.

Les travaux de la commission ont révélé que la clientèle touchée par les pratiques sus-indiquées accuse généralement d'énormes dettes vis-à-vis du secteur bancaire. Les clients réclament la révision du montant de leurs dettes par leurs créanciers et contestent la pratique bancaire des imputations de paiements en se référant à la loi en vigueur et aux dispositions de l'article 343 du coc. Ces réclamations sont généralement infondées et les pratiques bancaires contestées par ces clients font l'objet de dispositions dans les contrats conclus avec ces derniers.

Les membres de ladite commission ont soumis une note explicative au Gouverneur de la BCT à ce sujet en proposant les recommandations à même d'éviter ou de clarifier certaines ambiguïtés suscitées par l'interprétation des contrats liant le client à sa banque ou tout autre document juridique réglementant la profession bancaire. Ces recommandations se résument comme suit :

- ✓ Simplifier les conditions bancaires pratiquées dans le cadre des contrats de prêt en proposant des conditions spécifiques aux particuliers et des conditions spécifiques aux entreprises ;
- ✓ Etudier la possibilité de développer des conditions contractuelles minimales devant faire l'objet d'un contrat de prêt en veillant à consacrer le principe de la transparence des transactions entre les

établissements de crédit et leur clientèle et dans le but de maintenir un bon équilibre des relations contractuelles ;

- ✓ Réviser le cadre réglementaire des conditions de banque prévu par les circulaires BCT n° 91-22 et n° 86-42 ;
- ✓ Fixer la commission bancaire maximum pouvant être exigée par les banques en cas de remboursement anticipé d'un crédit.

■ **Participation aux réunions périodiques avec les correspondants des Etablissements de crédit organisées par l'Observatoire des Services Bancaires au sein de la BCT** : dans le cadre du suivi de la qualité des services bancaires, l'Association a participé aux différentes réunions organisées par l'Observatoire des Services Bancaires regroupant les correspondants des établissements de crédit dont l'ordre du jour a porté essentiellement sur :

- ✓ La mise en application du projet relatif à l'uniformisation des libellés des principales opérations bancaires ;
- ✓ La finalisation des statistiques à fournir à l'OSB en ce qui concerne l'indice des prix des services bancaires ;
- ✓ La présentation des résultats de l'enquête sur le traitement des réclamations réalisées relative à l'année 2014 ;
- ✓ Le suivi de l'activité de médiation bancaire.

4- Développement des moyens de paiement :

■ **Activité monétique :**

- ✓ Lancement de la carte technologique internationale : suite à la promulgation la circulaire BCT n°2015-05, venue réglementer la mise en circulation de la carte technologique internationale, une série de réunions interbancaires ont été tenues au siège de l'APTBEF en présence des représentants du Ministère des TIC et de la BCT portant sur le lancement de ladite carte. La carte technologique internationale qui a été lancée par les Banques et l'ONP le 15 mai 2015 est une carte virtuelle sans puce restreinte au paiement international en ligne au moyen d'un BIN virtuel .
- ✓ Relations avec VISA : examen des tendances en matière de fraude monétique en Tunisie et les innovations en termes de gestion du risque monétique et suivi de l'évolution du dossier de la certification PCI DSS de la SMT qui s'est engagée, à défaut d'obtention de la certification dans les délais acceptés par VISA, à prendre en charge (en déduction des factures mensuelles) toute éventuelle pénalité à appliquer par VISA aux banques et à l'ONP ;
Il a été également question de suivre l'accord de réduction des frais fixes liés à l'acquisition au titre de 2015.
- ✓ Licence VISA pour l'acquisition : étude du cas des banques ne disposant pas de licence VISA pour l'acquisition. Un courrier a été adressé à l'effet à VISA aux noms des établissements souhaitant adhérer au système d'organisation de VISA pour demander des licences de membership.

■ **Dématérialisation de l'Obligation cautionnée** : Suite à la signature de la convention de traitement de l'obligation cautionnée sous l'égide de Monsieur le Ministre des Finances, la Direction Générale de la Douane, l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers, la Trésorerie Générale de la Tunisie et la Société Tunisie TradeNet (TTN), une série de réunions ont été tenues par le comité technique chargé du projet de la dématérialisation de l'OC regroupant l'APTBEF, la Banque Centrale de Tunisie, la Trésorerie Générale de Tunisie, la Direction Générale des Douanes, la TTN et les représentants des banques suivantes : BIAT, BT, UIB et STB pour préparer le démarrage officiel du traitement électronique de l'obligation cautionnée sur le réseau TradeNet dans sa première phase pilote le 02 mars 2015. Il a été par la suite question d'arrêter les différents cas d'annulation des OC, le scénario d'établissement et de finaliser le cahier des charges. Les principales décisions prises par les membres du comité ont été comme suit :

- ✓ Inviter un opérateur économique à assister aux réunions du comité ;
- ✓ Mettre à jour la convention quadripartite signée entre les différentes parties (APTBEF, le Ministère des Finances, la Trésorerie Générale de Tunisie et TTN) par des avenants (prévoir le cas d'archivage des documents) ;

- ✓ Organiser une réunion de préparation de la réunion plénière qui sera programmée pour présenter les différents scénarios d'établissement et d'annulation et pour le lancement de la phase II du projet.

■ **Automatisation du paiement des droits de douane et des taxes par virement électronique certifié via le réseau TradeNet** : Dans le cadre de la mise en place d'une solution de paiement par virement électronique des droits de douane et des taxes relatives aux opérations d'importation et d'exportation via le réseau TradeNet, les différents acteurs impliqués, soient la BCT, la SIBTEL, la Douane, la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Recouvrement (DGCPR), les représentants des établissements financiers et l'APTBEF ont décidé de :

- ✓ Créer un comité technique composé de : l'APTBEF, la BCT, la TTN, la Douane, la DGCPR, l'ANCE, la SIBTEL, l'ONP, la BNA, la BT, la BTE, l'UBCI et l'UIB afin de discuter des préalables de la solution de paiement des droits de douanes et des taxes par virement électronique via le réseau TradeNet ;
- ✓ Organiser au profit des membres de l'APTBEF une journée de sensibilisation sur la signature électronique/certificat électronique animée par l'ANCE.

■ **Paiement des droits d'immatriculation au registre de commerce par virements bancaires** : discussion de la possibilité d'effectuer les paiements des droits d'immatriculation au registre de commerce par virement au compte postal de l'INNORPI à travers les agences bancaires moyennant un reçu en présence des acteurs concernés : l'APTBEF, les représentants des banques, le Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines (l'initiateur de cette idée), l'INNORPI et la Poste Tunisienne. La solution proposée par les banques concernant le remplacement de la quittance par la décharge de l'ordre du virement sera présentée au Ministère de la Justice pour vérifier la faisabilité de cette nouvelle mesure.

■ **Adhésion de l'APTBEF à la commission chargée du registre de commerce et son fonctionnement** : dans le cadre de l'application du décret n° 96-256 du 14 février 1996, fixant la composition de la commission chargée du registre du commerce et son fonctionnement, une réunion a été tenue au siège de l'inspection générale au Ministère de la Justice à l'effet de discuter de :

- ✓ L'état d'avancement des travaux de la commission en charge de la rédaction du décret fixant la composition du registre de commerce. Il a été proposé l'adhésion de l'APTBEF en tant que membre permanent à la commission chargée du registre du commerce et son fonctionnement ;
- ✓ Problèmes liés aux moyens de paiement des droits d'immatriculation au registre de commerce ;
- ✓ Problèmes techniques du système de Registre de Commerce et son adaptation aux nouvelles dispositions de la loi n°2010-15 du 14 avril 2010, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°95-44 du 2 mai 1995 relative au registre du commerce ;
- ✓ Identifier les axes de la convention à établir avec le Registre Central permettant la modernisation de l'institution de Registre du Commerce et constituer une équipe pour l'élaboration de cette convention.

■ **Examen du système de la Télécompensation, du SGMT et du rejet de chèques compensés manuellement par la BCT, la SIBTEL, la Poste Tunisienne et les représentants des banques** : L'objectif était de réactiver le comité veille chargé d'étudier les problèmes rencontrés par les institutions adhérentes au système de Télé compensation afin d'améliorer le système et réduire au minimum le recours à la compensation manuelle. Il a été convenu de créer un comité technique « veille Télécompensation », composé par la BCT, la SIBTEL, la Poste Tunisienne et les banques suivantes : STB, BH, UBCI, UIB, BIAT, ABT, Amen Bank, Stusid Bank et BFT.

Ce comité se chargera de :

- ✓ Trouver des solutions techniques aux problèmes de Télé compensation soulevés par les adhérents du système ;
- ✓ Communiquer à la BCT, l'APTBEF et la SIBTEL les éventuelles recommandations et solutions pouvant être entreprises ;
- ✓ Examiner et proposer les éventuelles solutions possibles pouvant assurer la fermeture de la chambre de compensation ;
- ✓ Veiller à la mise en œuvre des recommandations dès leur validation par les différentes parties.

■ **Changement de certification des TPEs** : faisant suite au changement de l'autorité de certification et de la méthode de génération des certificats par l'Agence de Certification Electronique (ANCE), il a été lieu de discuter de la démarche à suivre pour assurer la continuité de fonctionnement du parc de TPEs. Le changement de certification au niveau des terminaux de paiement électronique a été accompli par toutes les banques à fin décembre 2015.

■ **Participation à la Communauté stratégique de protection de l'Euro dans la zone méditerranéenne** dans le cadre du Programme Pericles pour la protection de l'euro contre le faux monnayage à MARRAKECH novembre 2015: ce séminaire a pour objectif d'illustrer les procédures techniques et judiciaires, l'efficacité de la législation européenne dans la protection contre le faux monnayage, ainsi que le relèvement de sensibilisation sur la plupart des techniques de contrefaçon communes et les caractéristiques de sécurité.

5- Autres projets :

■ **Mise en place d'un Credit Bureau en Tunisie « Mitigan »**, Conformément aux recommandations des deux premiers ateliers de préparation tenus les 22 & 23 avril 2015 au siège de l'Association en présence des représentants des banques, de la Banque Centrale de Tunisie, du Ministère des Finances et de la Société Financière Internationale, un groupe restreint a été constitué, composé d'une quinzaine d'établissements de crédit chargé d'examiner le code de conduite et les questions relatives au consentement avec le promoteur du projet Mitigan. Ce groupe a tenu deux ateliers en présence du Président de l'Instance nationale de protection des données à caractère personnel et de représentants de la BCT.

Quant au choix du partenaire technique du projet, deux candidatures - CRIF (Italie) et Dun & Bradstreet Credit Bureau Solutions - D&B (Emirats Arabes Unis) ont été retenues. Les deux candidats ont présenté leurs solutions logicielles lors des ateliers organisés au siège de l'Association en présence de représentants de deux banques de la place désignées pour participer au choix final du partenaire. Au final, la société CRIF a été choisie.

II- ACTIONS ORGANISEES :

■ Atelier d'information sur le thème « Le Photovoltaïque : Opportunité d'investissement et de financement pour l'industrie à Sfax » organisé à Sfax en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME), la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Sfax (CCIS) et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ). Cet atelier, qui s'intègre dans le cadre de la stratégie nationale visant à améliorer la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, soit 30% à l'horizon de 2030 a regroupé les banques et les promoteurs de projets industriels opérant dans des secteurs énergivores et ce, en vue de les sensibiliser sur les vertus des énergies renouvelables, de familiariser les banques avec les techniques de production d'électricité à partir d'énergie solaire et l'intérêt pour les promoteurs de PME opérant dans des secteurs énergivores de réduire leurs factures d'électricité en envisageant d'autoproduire de l'électricité par l'installation de panneaux photovoltaïques.

■ L'Association a organisé, en collaboration avec la Société Monétique Tunisie, un workshop en septembre 2015 consacré à l'état des lieux du niveau de développement de la carte technologique ainsi qu'à l'examen des problèmes rencontrés tant par la communauté bancaire que par les utilisateurs de ladite carte.

■ Journée de l'OCDE en Tunisie qui s'intègre dans le cadre de l'initiative Région MENA - OCDE pour la Gouvernance et l'Investissement à l'appui du développement, une plateforme dédiée au renforcement du dialogue régional et de la coopération entre l'OCDE et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Lors de cette journée, il a été recommandé d' :

- ✓ Accélérer l'achèvement et l'adoption du projet de Code de l'investissement de façon à renforcer la cohérence et la prévisibilité pour les investisseurs ;
- ✓ Favoriser les interactions entre les entreprises locales et le secteur « offshore », et introduire des initiatives fondées sur le marché ;

- ✓ Alléger la charge administrative qui pèse sur les entreprises en renforçant les capacités institutionnelles pour améliorer la coordination entre les entités situées à différents niveaux de gouvernement ;
- ✓ Améliorer les performances et la compétitivité des entreprises publiques grâce à une politique d'actionnariat, des règles claires sur la sélection et la nomination des administrateurs, sur le financement des entreprises publiques et les subventions dont elles bénéficient et assurer des règles du jeu équitables entre les entreprises publiques et privées ;
- ✓ Améliorer l'accès à des services d'appui aux entreprises ainsi que leur qualité afin d'encourager l'entrepreneuriat, notamment auprès des femmes.

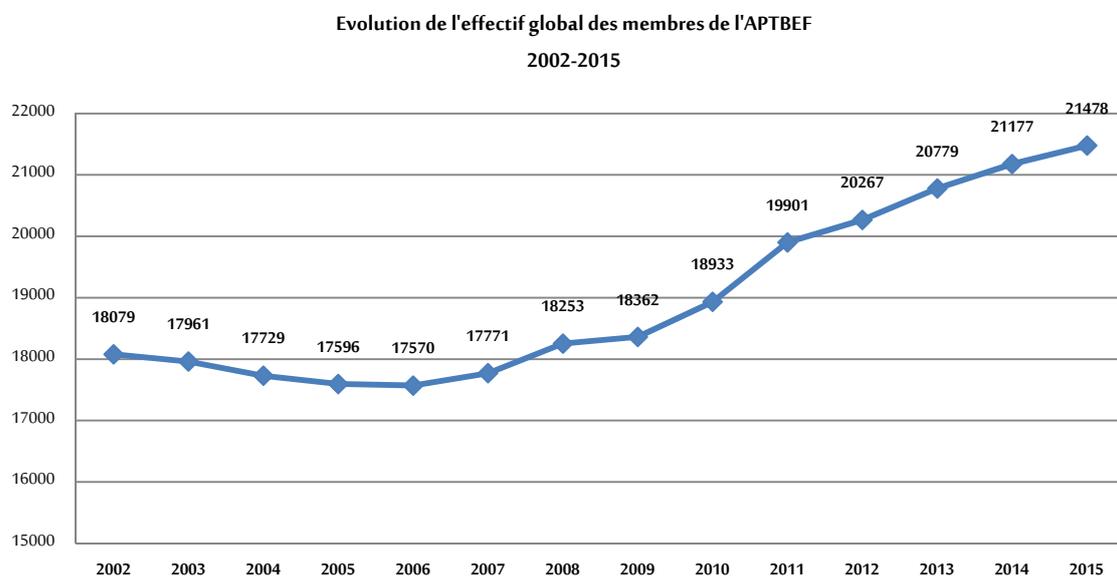
III- RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS :

En tant que représentante de ses membres auprès des pouvoirs publics, l'Association a pris part à différentes actions :

- Comités du COPIL tenues au Ministère de l'Industrie et de la Technologie.
- Conseil National de la Statistique.
- Préparation du 5^{ème} Plan de développement de la Tunisie 2016-2020.
- Atelier de travail « la chaîne de qualité, de test et de certification des équipements solaires ». Organisé par l'Agence nationale de maîtrise de l'énergie.

I- LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT :

L'effectif du secteur bancaire est en croissance, 21.478 employés à fin 2015.



1- Evolution de l'effectif Global :

L'effectif des membres de l'APTBEF compte 21.478 employés en 2015 contre 21.177 en 2014, soit un accroissement de 301 personnes ou de 1,4% provenant principalement de l'augmentation de l'effectif des banques qui a affiché une hausse de 1,7%.

Evolution de l'effectif global des membres de l'APTBEF en 2015

Année	2013	2014	2015
Effectif global	20.779	21.177	21.478
Personnel des banques (*)	19.555	20.232	20.573
Personnel des établissements financiers	784	778	744
Personnel des banques off-shore & d'affaires	440	167	161

Source : Membres de l'APTBEF

Cette évolution positive de la population bancaire résulte de l'ouverture de 124 agences en 2015, rentrant dans le cadre de la politique d'extension du réseau dans les 24 gouvernorats, notamment dans les zones urbaines à forte densité de population.

Le réseau des agences bancaires a totalisé 1.746 agences à fin 2015 contre 1.622 agences à fin 2014.

De même, le réseau des agences des établissements de leasing a été renforcé par l'ouverture de 4 agences (3 à Ben Arous et une à Béja) et deux bureaux (1 kairouan et 1 à Sfax) pour atteindre 55 agences et 11 bureaux.

(*) : Depuis novembre 2015, la société de leasing « EL Wifack leasing » est transformée en banque spécialisée dans les opérations bancaires islamiques dénommée « Wifack International Bank ».

2- Répartition de l'effectif :

a/ Répartition de l'effectif par type de contrat

En comparaison avec l'année précédente, l'effectif permanent a connu une hausse de l'ordre de 1,4%, passant de 19.449 en 2014 à 19.725 en 2015.

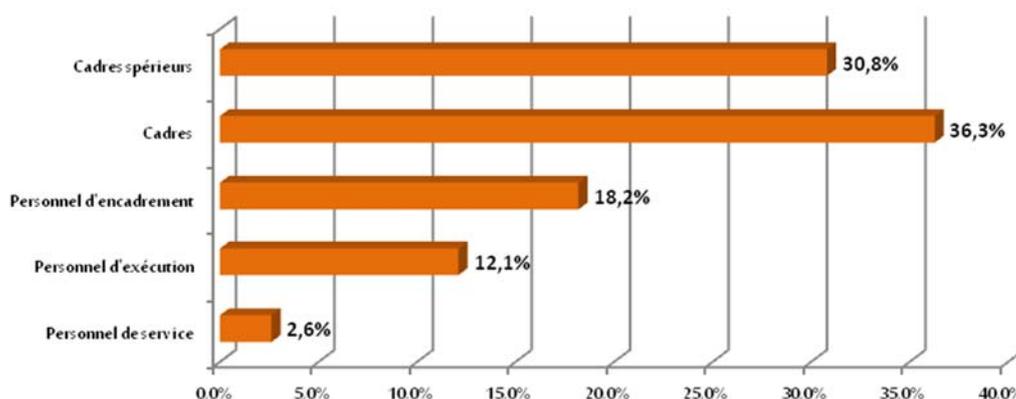
Le nombre de personnel contractuel a enregistré une progression de 5,1%.

Année	2013	2014	2015	Variation en %
EFFECTIF GLOBAL	20 779	21 177	21 478	1,4%
Personnel Permanent	19 049	19 449	19 725	1,4%
Personnel Contractuel	1 210	971	1 021	5,1%
Effectif SIVP/Saisonnier	422	654	627	-4,1%
Personnel Expatrié	19	15	16	6,7%
Personnel Contractuel	79	88	89	1,1%

Source : Membres de l'APTBEF

b/ Répartition de l'effectif par catégorie professionnelle^(*)

Compte non tenu du personnel SIVP & saisonnier, 36,3% et 30,8% des employés sont respectivement des cadres et des cadres supérieurs.



En 2015, le taux d'encadrement du personnel permanent, qui accapare 91,8% de l'effectif global pour sa 2^{ème} année consécutive, a progressé de 1,7 point de pourcentage, passant ainsi de 13.039 à 13.553 cadres et cadres supérieurs.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution et la répartition des cadres entre 2014 et 2015.

Evolution de l'effectif d'encadrement

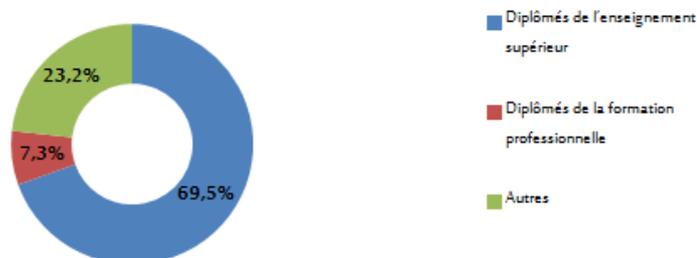
Libellés	2014				2015				Variation en nombre 2015/14	Variation en % 2015/14
	Banques	Etablissements Financiers	Banques off-shores & d'affaires	Total	Banques	Etablissements Financiers	Banques off-shores & d'affaires	Total		
Diplômés de l'enseignement supérieur	7998	389	68	8455	8 967	393	57	9 417	962	11,4%
Diplômés de la formation professionnelle ⁽¹⁾	963	14	5	982	966	17	8	991	9	0,9%
Autres ⁽²⁾	3531	59	12	3602	3 076	49	20	3 145	-457	-12,7%
Total	12492	462	85	13039	13009	459	85	13 553	514	3,9%

Source : Membres de l'APTBEF,

⁽¹⁾ Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres, ⁽²⁾ Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

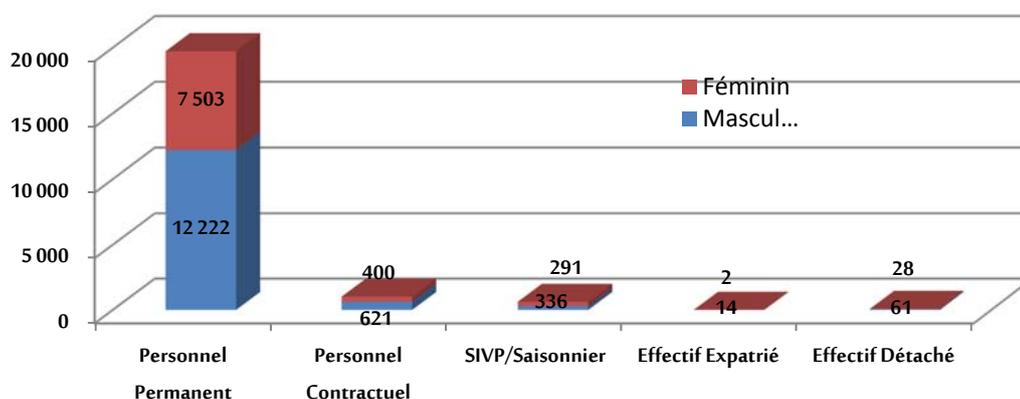
Les Diplômés de l'enseignement supérieur représentent 47,7% du personnel permanent contre 43,3% une année auparavant.

Répartition des cadres en 2015



c/ Répartition de l'effectif par genre

Répartition de l'effectif par genre en 2015



La répartition des Hommes-femmes est respectivement de 61,5% et 38,5% en 2015 contre 62,3% et 37,7% en 2014.

La part des femmes dans l'effectif global a poursuivi son évolution positive provenant essentiellement de la hausse de l'effectif permanent de 251 femmes pour s'établir à 7.503 en 2015. La population masculine a, quant à elle, augmenté de 25 hommes.

Evolution de la Répartition de l'effectif par genre 2013-2015

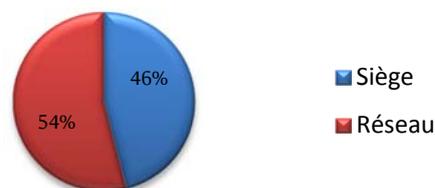
Année	2013		2014		2015	
	M	F	M	F	M	F
Total	13 056	7 723	13 189	7 988	13 209	8 269
Personnel Permanent	12 102	6 947	12 197	7 252	12 222	7 503
Personnel Contractuel	658	552	602	369	621	400
Effectif SIVP/Saisonnier	228	194	317	337	291	336
Effectif Expatrié	14	5	13	2	14	2
Effectif Détaché	54	25	60	28	61	28
EFFECTIF GLOBAL	20 779		21 177		21 478	
Part	62,8%	37,2%	62,3%	37,7%	61,5%	38,5%

Source : Membres de l'APTBEF

d/ Répartition de l'effectif des Banques entre siège et réseau

La structure de l'effectif entre le siège et le réseau est telle que :

- 46% des employés sont affectés au siège
- 54% des employés sont affectés au réseau

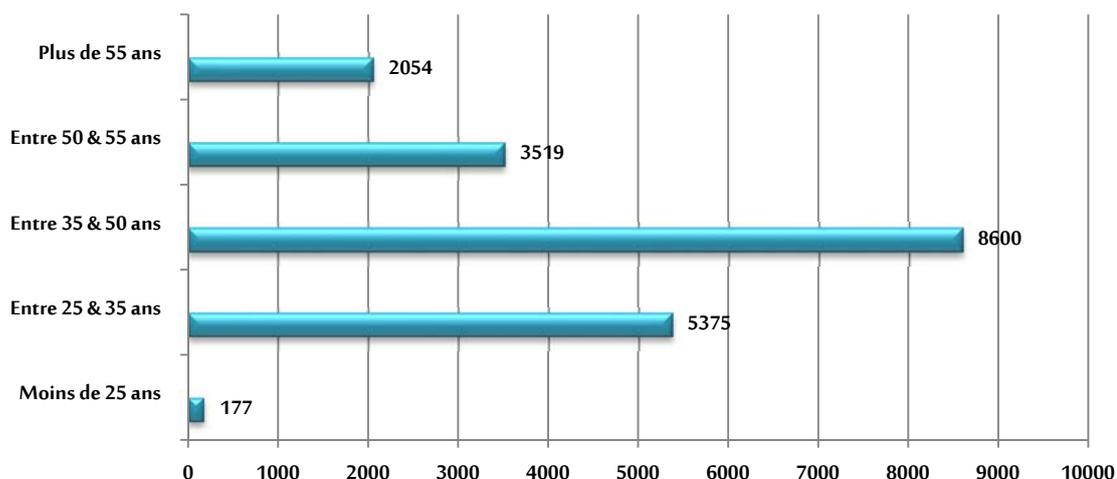


e/ Répartition de l'effectif par catégorie d'âge

En 2015, les salariés âgés entre 35 et 50 ans représentent 43,6% du personnel permanent, soit la catégorie la plus importante en terme de nombre d'employés, suivie par la tranche d'âge 25 à 35 ans (27,25%).

Quant aux tranches d'âge 50-55 ans et 55-60, elles ont affiché respectivement 17,84% et 10,41% contre 17% et 10% en 2014.

Le personnel permanent est réparti par tranche d'âge comme suit :



3- Recrutement et départs à la retraite :

Le nombre des recrutés des Etablissements de Crédit au titre de 2015 est de 880 dont 511 cadres (ayant le niveau \geq Bac +3) et 369 ont le niveau inférieur à Bac+3.

Le nombre total de départs à la retraite du personnel des membres de l'APTBEF s'est élevé à 588 en 2015 contre 532 en 2014, enregistrant une hausse de 10,5%.

II- LA REMUNERATION DU PERSONNEL :

En 2015, la Masse Salariale Globale « MSG » (la somme des rémunérations brutes des salariés, des charges sociales et des avantages en nature et en espèces) a atteint 1.165,5 MDT contre 1.081,1 MDT en 2014, enregistrant une augmentation à un rythme inférieur à celui enregistré une année auparavant, soit 84,4 MDT ou 7,8% contre 113,3 MDT ou 11,7%.

Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation réglementaire des salaires relative à l'année 2015 et l'impact de la structure professionnelle de l'effectif.

Evolution de la masse salariale (2013-2015)

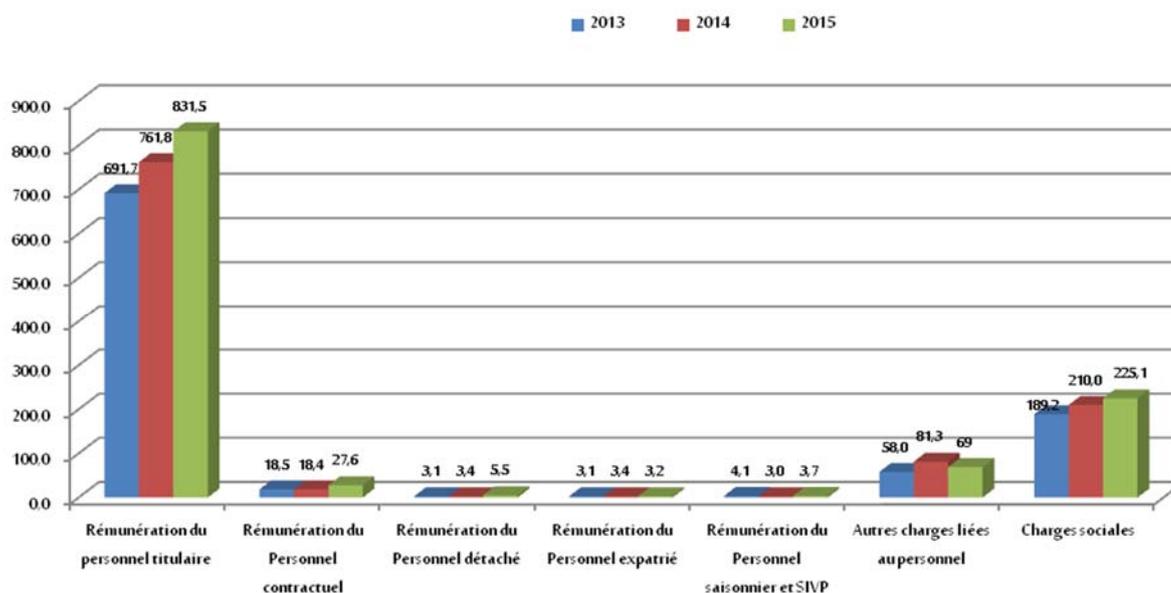
En MDT sauf indication contraire

Désignation	Années			Variation en Montant		Variation en %	
	2013	2014	2015	2014/2013	2015/2014	2014/2013	2015/2014
Masse Salariale globale	967,8	1.081,1	1.165,5	113,3	84,4	11,7%	7,8%

Source : Membres de l'APTBEF

Elle est illustrée à travers l'accroissement des rémunérations du personnel titulaire et contractuel et des charges sociales de respectivement de 69,8 MDT, 9,2 MDT et 15 MDT ou 9,2%, 49,9% et 7,2%. Ces dernières représentent 71,3%, 2,4% et 19,3 % de la Masse Salariale Globale.

Evolution de la Masse salariale globale (en MDT) des membres de l'APTBEF 2013-2015



1- La rémunération du personnel permanent :

La rémunération du personnel titulaire a continué sa progression en 2015 pour s'élever à 831,5 MDT contre 761,7 MDT en 2014, soit une hausse de 9,2% contre 10,1% une année auparavant.

Cette augmentation revient principalement à l'accroissement du salaire de base de 30,5 MDT, l'intéressement de 11,6 MDT et la prime de rendement d'environ 9 MDT.

Accaparant 43,7% de l'augmentation de la rémunération du personnel titulaire, le salaire de base a atteint 436,4 MDT contre 405,9 MDT en 2014, soit une progression de 7,5% à fin 2015 contre 8,6% à fin 2014.

Les cadres et cadres supérieurs comptent respectivement 30,3 MDT et 31,1 MDT, soit un total de 61,4 MDT ou 88 % de l'augmentation de la rémunération du personnel permanent. Cette progression provient essentiellement de l'accroissement du nombre des employés de ces deux catégories professionnelles de 514 personnes en 2015.

A fin 2015, les primes allouées au personnel permanent ont augmenté de 6,1 MDT ou 2,9%, atteignant 216,1 MDT contre 210 MDT en 2014. De même, les indemnités se sont accrues de 16,6% contre 13,9% pour s'établir à 91,4 MDT contre 78,4 MDT une année auparavant. Les primes et les indemnités allouées audit personnel représentent 18,6% et 7,8% de la rémunération personnel titulaire.

2- La rémunération du personnel contractuel & détaché

Les rémunérations du personnel contractuel et détaché se sont élevées respectivement à 27.5 MDT et 5,5 MDT, en nette progression par rapport à l'année dernière, soit 49,9 % et 63,1% en 2015 contre -0,6% et 9,3% en 2014. La forte croissance des salaires des contractuels est imputable à la hausse du nombre des contractuels de 50 salariés.

3- La rémunération du personnel expatrié :

En se situant à 3,2 MDT en 2015, la rémunération du personnel expatrié a affiché une légère baisse de 0,195 MDT par rapport à l'année dernière, correspondant à la réduction d'un expatrié dudit effectif.

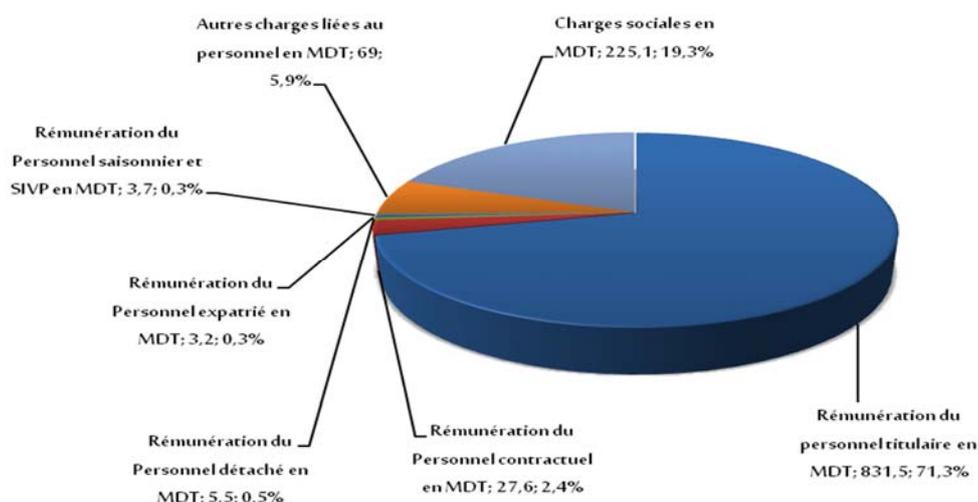
4- La rémunération du personnel saisonnier et SIVP :

La rémunération du personnel saisonnier et SIVP a marqué une nette augmentation de 0,8 MDT ou 26,2% en 2015 contre une baisse de 28,1% en 2014, atteignant 3,7 MDT.

5- Les charges sociales :

Les charges sociales ont enregistré une croissance de 15,1 MDT ou 7,2 %, passant de 210 MDT en 2014 à 225,1 MDT en 2015 ; alors que les autres charges liées au personnel ont connu une baisse de 12,3MDT ou 15,1%, pour atteindre 69 MDT en 2015 contre 81,3 MDT en 2014.

La répartition de la Masse salariale globale en 2015





ETATS FINANCIERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

ETATS FINANCIERS DES BANQUES

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES BANQUES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	EL WIFACK INT. BANK	TOTAL	
ACTIF																									
Caisse et avoirs auprès de la BCT , CCP et TGT	104 337	2 794	85 771	464 046	127 900	107 781	519 194	229 511	64 413	62 742	139 762	54 733	27 998	15 358	10 015	17 262	133 497	5 063	2 501	64 510	481	17 770	0	2 257 439	
Créances sur les établissements bancaires et financiers	292 801	7 330	145 811	625 673	141 394	193 873	805 687	235 090	77 960	153 200	261 609	217 886	29 316	17 786	93 073	92 351	285 661	231 305	159 506	216 514	28 376	397 524	89 667	4 799 393	
Créances sur la clientèle	3 331 679	43 436	6 818 824	3 836 075	3 412 300	5 971 463	6 583 294	5 341 440	2 381 519	3 725 437	5 342 412	85 969	1 445 326	473 678	761 017	659 573	1 252 637	331 587	820 272	138 871	184 122	658 614	249 340	53 848 885	
Portefeuille-titres commercial	1 025 460	0	404 040	322 779	280 328	905 996	1 101 495	814 370	794	0	921 789	57 269	96 720	109 365	33 672	0	10	7 180	0	20 828	0	344 753	77	6 446 925	
Portefeuille d'investissement	441 618	794	589 331	453 837	326 102	570 774	321 388	299 204	312 151	114 971	197 174	25	38 769	48 623	143 546	107 746	5 941	49 833	2 171	52	1 600	41 441	7 803	4 074 894	
Valeurs immobilisées	64 933	3 002	85 776	138 371	46 931	117 566	220 078	88 049	46 180	42 199	65 316	138	33 155	10 910	30 191	14 815	66 107	25 111	7 589	3 169	331	44 917	3 930	1 158 764	
Autres actifs	59 366	20 454	182 470	205 253	30 771	72 601	284 315	685 941	47 563	42 379	92 664	11 998	24 848	61 549	44 308	14 621	55 088	8 848	17 805	10 820	14 909	9 239	5 249	2 003 359	
TOTAL ACTIF	5 320 194	77 810	8 312 023	6 046 034	4 365 726	7 940 054	9 835 451	7 693 605	2 930 580	4 140 928	7 020 726	428 018	1 696 132	737 269	1 115 822	906 368	1 798 941	658 927	1 009 844	454 764	229 819	1 514 258	356 066	74 589 359	
PASSIF																									
Banque Centrale, CCP	680 000	87 931	578 209	400 147	425 151	500 194	1 303	312 780	25 009	0	0	1 830	0	122 043	110 039	0	0	10 050	1 878	20 007	0	27	0	3 276 598	
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	51 017	147 500	214 124	59 255	136 231	509 230	519 666	87 623	188 512	3 495	757 406	7 966	111 401	30 956	482 381	83 142	29 500	269 244	1 271	58 450	2 305	189 705	15	3 940 395	
Dépôts et avoirs de la clientèle	3 876 934	158 397	6 247 322	4 870 850	2 847 254	5 142 391	8 090 342	5 285 081	1 958 169	3 402 262	4 696 798	371 249	921 715	380 887	391 016	570 476	1 532 387	246 727	47 604	294 130	8 440	996 325	2 831	52 339 587	
Emprunts et ressources spéciales	134 255	713	301 266	102 584	141 888	911 881	118 657	444 034	274 541	320 914	913 497	0	460 085	257	1 324	107 527	9 861	1 957	894 258	0	169 464	151 639	165 627	5 626 229	
Autres passifs	46 143	14 162	334 830	173 085	141 928	205 186	334 259	868 424	194 230	99 628	194 483	15 055	33 071	70 423	20 081	17 118	71 078	20 934	18 178	10 184	5 230	13 268	20 962	2 921 940	
TOTAL PASSIF	4 788 349	408 703	7 675 751	5 605 921	3 692 452	7 268 882	9 064 227	6 997 942	2 640 461	3 826 299	6 562 184	396 100	1 526 272	604 566	1 004 841	778 263	1 642 826	548 912	963 189	382 771	185 439	1 350 964	189 435	68 104 749	
CAPITAUX PROPRES																									
Capital	100 000	5 000	160 000	198 741	150 000	122 220	170 000	776 875	100 008	172 800	170 000	25 000	100 000	100 000	160 000	90 000	88 500	100 000	40 000	68 000	100 000	120 000	150 000	3 267 144	
Dotation de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	117 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 000
Réserves	374 188	900	319 192	135 981	399 721	488 066	406 644	464 676	156 622	77 789	217 533	0	56 268	76 910	647	47 238	28 500	7 787	4 167	413	96	34 742	10 807	3 308 887	
Actions propres	0	0	-1 372	0	0	0	0	-5 478	0	0	0	0	0	0	0	-840	0	0	0	0	0	0	0	0	220
Autres capitaux propres	0	2 723	133 000	3 646	4 277	423	3	37 324	143	0	414	0	3 865	0	0	0	45 000	0	0	0	15 339	0	640	246 797	
Résultats reportés	12	-302 606	97	10 583	28 955	5	42 998	-727 776	0	2	11	0	1 352	-36 141	-42 688	-9 956	-15 396	2	-1 592	2 588	-54 089	29	25	-1 103 585	
Modification comptable	0	0	0	0	0	0	0	0	1 410	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	315	1 725	
Résultat de l'exercice	57 645	-36 910	25 355	91 162	90 321	60 458	151 579	33 042	31 936	64 038	70 584	6 918	8 375	-8 066	-6 978	1 663	9 511	2 226	4 080	992	-16 966	8 523	4 624	654 112	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	531 845	-330 893	636 272	440 113	673 274	671 172	771 224	695 663	290 119	314 629	458 542	31 918	169 860	132 703	110 981	128 105	156 115	110 015	46 655	71 993	44 380	163 294	166 631	6 484 610	
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 320 194	77 810	8 312 023	6 046 034	4 365 726	7 940 054	9 835 451	7 693 605	2 930 580	4 140 928	7 020 726	428 018	1 696 132	737 269	1 115 822	906 368	1 798 941	658 927	1 009 844	454 764	229 819	1 514 258	356 066	74 589 359	

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES BANQUES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLÉ	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CTIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	EL WIFACK INT. BANK	TOTAL	
PASSIFS EVENTUELS																									
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	468 774	28 106	1 044 082	277 830	503 917	482 485	1 354 767	915 848	668 927	499 161	451 701	10 123	203 705	74 587	67 473	55 346	16 946	68 814	420	5 183	0	19 620	0	7 217 815	
Crédits documentaires	288 813	2 859	544 394	230 152	256 437	245 703	593 193	225 948	252 516	114 210	365 510	23 400	68 185	20 494	29 554	32 768	38 959	86 063	0	9 149	0	48 007	0	3 476 314	
Actifs donnés en garantie	680 000	0	578 000	0	425 000	500 000	0	0	0	0	0	0	0	122 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 305 000
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	1 437 587	30 965	2 166 476	507 982	1 185 354	1 228 188	1 947 960	1 141 796	921 443	613 371	817 211	33 523	271 890	217 081	97 027	88 114	55 905	154 877	420	14 332	0	67 627	0	12 999 129	
ENGAGEMENTS DONNES																									
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	230 315	0	213 798	152 900	220 700	276 873	32 093	76 531	183 042	72 066	1 253 849	66 406	53 778	2 262	26 870	110 510	196 528	3 553	67 131	34 745	24 788	78 305	9 387	3 386 430	
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 958	12 958	
Engagements sur titres	611	0	2 982	38	1 790	9 380	3 541	3 083	27	0	3 845	0	176	388	0	24 000	0	0	0	0	2 049	0	0	51 910	
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	230 926	0	216 780	152 938	222 490	286 253	35 634	79 614	183 069	72 066	1 257 694	66 406	53 954	2 650	26 870	134 510	196 528	3 553	67 131	34 745	26 837	78 305	22 345	3 451 298	
ENGAGEMENTS RECUS																									
Engagements de financement reçus	0	0	0	0	7 657	45 494	0	0	0	0	319 273	0	0	0	127 195	9 000	0	0	34 087	0	39 075	0	0	581 781	
Garanties reçues	370 669	1 287	2 879 805	1 697 430	1 611 820	3 424 934	2 310 585	1 259 963	1 763 331	643 145	122 607	213 944	13 629	265 645	3 717	554 732	536 803	116 083	621 751	97 039	153 333	529 399	29 711	19 221 162	
Intérêts à échoir sur contrats actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 969	39 969	
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	370 669	1 287	2 879 805	1 697 430	1 619 477	3 470 428	2 310 585	1 259 963	1 763 331	643 145	441 880	213 944	13 629	265 645	130 912	563 732	536 803	116 083	655 838	97 039	192 208	529 399	69 680	19 842 912	

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES BANQUES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	EL WIFACK INTL. BANK	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE																								
Intérêts et revenus assimilés	231 162	8 292	502 497	273 295	248 404	445 804	474 434	382 720	161 020	255 901	372 713	11 867	107 573	37 188	54 037	40 972	90 573	22 726	23 570	15 169	8 991	48 907	24 670	3 842 485
Commissions en produits	48 236	1 280	57 002	79 278	45 284	71 753	131 808	55 694	43 731	62 221	57 934	1 390	21 469	9 259	6 141	10 801	17 432	12 664	4 278	3 685	239	6 556	1 075	749 210
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	66 824	210	31 151	41 244	26 279	62 821	103 626	50 179	13 020	11 397	57 253	12 778	7 984	8 372	4 095	1 333	4 617	1 371	11	2 459	0	8 587	0	515 611
Revenus du portefeuille d'investissement	19 125	96	29 260	26 759	25 246	21 996	14 303	15 544	16 733	8 067	2 130	0	6 794	3 985	10 250	3 968	0	1 297	0	0	0	1 192	398	207 143
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	365 347	9 878	619 910	420 576	345 213	602 374	724 171	504 137	234 504	337 586	490 030	26 035	143 820	58 804	74 523	57 074	112 622	38 058	27 859	21 313	9 230	65 242	26 143	5 314 449
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE																								
Intérêts encourus et charges assimilées	155 735	21 746	281 848	141 140	131 082	339 200	190 811	230 566	69 687	116 960	218 233	4 389	67 446	26 837	19 556	28 274	32 564	12 789	2 056	6 184	4 286	26 074	13 521	2 140 984
Commissions encourues	9 510	5	2 775	4 668	1 126	7 239	777	3 877	4 424	3 942	5 335	103	920	79	166	452	1 627	159	0	358	1 215	1 015	176	49 948
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	128	14 284	0	0	26	0	0	0	8	11	14 457
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	165 245	21 751	284 623	145 808	132 208	346 439	191 588	234 443	74 111	120 902	223 568	4 492	68 366	27 044	34 006	28 726	34 191	12 974	2 056	6 542	5 501	27 097	13 708	2 205 581
PRODUIT NET BANCAIRE	200 102	-11 873	335 287	274 768	213 005	255 935	532 583	269 694	160 393	216 684	266 462	21 543	75 454	31 760	40 517	28 348	78 431	25 084	25 803	14 771	3 729	38 145	12 435	3 109 060
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-23 645	-12 746	-208 623	14 880	-27 630	-88 270	-64 347	-85 819	-5 873	-16 755	-51 622	-1 293	-22 689	-15 627	-13 105	-2 025	-6 899	-5 020	-1 593	-1 881	-12 464	225	-2 443	-655 264
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-4 500	0	88 422	150	-9 558	-5 300	492	-15 726	199	-724	-21 402	0	161	-11	277	-1 128	0	-30	-179	0	-281	139	-110	30 891
Autres produits d'exploitation	110	9	982	5 769	1 000	1 600	8 105	5 898	2 813	113	13 846	0	675	79	115	44	244	0	98	319	71	19	0	41 909
Frais de personnel	65 001	10 190	154 608	98 612	50 353	73 842	175 118	106 673	73 347	78 795	90 754	4 742	24 605	15 308	20 513	14 950	38 896	11 891	12 788	7 359	5 989	17 514	3 297	1 155 145
Charges générales d'exploitation	33 777	1 964	29 693	33 684	15 334	17 945	61 864	24 992	28 481	22 283	25 494	3 987	11 092	5 649	10 172	6 757	15 818	3 966	4 418	4 313	1 872	7 607	1 547	372 709
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	12 028	148	5 367	16 054	6 683	6 403	28 704	6 443	7 839	8 399	8 680	30	6 003	1 468	3 903	1 596	6 863	1 928	1 210	558	145	3 499	257	134 208
RESULTAT D'EXPLOITATION	61 261	-36 912	26 400	147 217	104 447	65 775	211 147	35 939	47 865	89 841	82 356	11 491	11 901	-6 224	-6 784	1 936	10 199	2 249	5 713	979	-16 951	9 908	4 781	864 534
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	-553	24	228	-10 477	2 104	-1 380	249	-1 872	181	57	-111	10	-1 264	-1 716	0	-150	-179	57	139	34	4	735	0	-13 880
Solde en gain/perte provenant des autres élt exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	781	0	0	0	0	781
Impôts sur les bénéfices	3 063	22	1 273	45 578	16 230	3 937	59 817	1 025	16 110	25 869	11 661	4 583	2 262	126	194	123	356	80	2 553	21	19	2 120	157	197 179
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	57 645	-36 910	25 355	91 162	90 321	60 458	151 579	33 042	31 936	64 029	70 584	6 918	8 375	-8 066	-6 978	1 663	9 664	2 226	4 080	992	-16 966	8 523	4 624	654 256
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	-153	0	0	0	0	0	0	-144
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	57 645	-36 910	25 355	91 162	90 321	60 458	151 579	33 042	31 936	64 038	70 584	6 918	8 375	-8 066	-6 978	1 663	9 511	2 226	4 080	992	-16 966	8 523	4 624	654 112
Effets des modifications comptables	0	0	0	0	0	0	0	0	1 410	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	315	1 725
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	57 645	-36 910	25 355	91 162	90 321	60 458	151 579	33 042	33 346	64 038	70 584	6 918	8 375	-8 066	-6 978	1 663	9 511	2 226	4 080	992	-16 966	8 523	4 939	655 837

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES BANQUES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	BANK ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	EL WIFACK INT. BANK	TOTAL	
ACTIVITES D'EXPLOITATION																									
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	332 992	9 926	576 759	376 013	322 518	521 986	719 318	499 301	214 875	330 339	467 532	23 564	130 705	54 915	66 545	55 415	105 075	22 097	28 086	20 946	6 839	62 404	0	4 948 150	
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-170 455	-21 861	-271 536	-147 298	-135 862	-345 880	-185 879	-237 552	-75 539	-118 461	-217 136	-4 317	-86 707	-33 659	-31 251	-28 441	-41 707	-12 974	-54	-6 339	-6 372	-27 097	-14 141	-2 220 518	
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à des établissements financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	2 664	0	-22 640	0	0	0	0	0	-67 443	7 842	0	0	0	0	0	-79 577	
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	-9 199	0	5 500	-7 233	269 910	-5 329	-108 912	9 391	-118	300	4 220	798	0	4 891	70 368	0	19 657	0	0	0	1956	30 203	0	286 403	
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-220 577	5 113	-125 542	-240 172	-272 195	68 945	-728 503	152 860	-95 409	-302 401	-643 469	0	-151 315	1 927	-225 642	-7 448	-346 359	-13 337	-35 058	27 308	-9 507	-84 231	155 450	-3 089 562	
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	325 659	12 414	369 250	367 626	-71 954	-390 767	569 469	-43 252	-59 536	248 433	59 953	51 719	68 014	12 923	-15 278	97 731	380 277	-23 047	-12 914	-8 913	134	80 387	0	2 018 328	
Encaissement / Restitutions d'avances SOTUGAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	694	0	0	694	
Acquisitions / Cessions des Titres de placement / Titres de transaction	69 523	0	-1 017	-71 656	-18 987	-154 615	70	-414 250	1 070	0	-629	-55 152	-38 419	6 177	0	0	0	35	0	0	0	0	0	0	-677 850
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-63 741	-9 997	-154 333	-133 858	-27 316	-73 842	-257 472	-105 786	-85 182	-101 497	309 033	-3 806	-23 519	-16 107	-19 554	-24 189	-49 262	100	-11 820	-7 025	-5 801	-17 176	-138 297	-1 020 447	
Sommes reçues des débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	435 074	0	0	0	0	0	0	-2 064	0	0	0	0	0	433 010	
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-36 042	2 374	15 483	-40 576	-31 062	-40 227	5 659	-30 951	4 244	-816	36 660	-1 879	12 165	-3 420	-32 967	-118 105	-6 223	0	-39 558	-40 155	5	1 152	-279	-344 236	
Impôts sur les sociétés	-2 029	-27	-8 124	-45 578	-20 370	-9 006	-61 874	-1 646	-12 601	-36 198	-908	-5 193	0	-125	-135	-213	-91	80	-596	-21	0	-2 120	-1 853	-208 628	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	226 131	-2 058	406 440	57 268	14 682	-428 735	-48 124	-171 885	-105 532	19 699	427 690	5 734	-89 076	27 522	-187 914	-25 250	-6 076	-21 268	-71 914	-14 199	-12 052	43 522	880	45 485	
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT																									
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	15 816	96	25 248	26 940	25 267	21 806	14 838	15 637	12 190	8 669	2 130	0	5 936	4 337	9 655	252	0	1 297	0	0	0	1 192	0	191 306	
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement	-36 850	0	-76 960	4 985	-56 486	11 404	-16 888	1 705	-113 553	-2 781	-8 529	0	34	89	2 905	-21 088	-900	-1 118	0	0	800	-14 347	-1 400	-328 978	
Acquisitions / Cessions sur immobilisations	-11 503	-172	-34 552	-6 564	-6 374	-10 946	-39 366	-10 408	-9 022	-9 723	-7 995	-99	-6 985	-3 818	-7 769	-2 134	-17 790	-7 558	-1 248	-1 956	-1	-22 866	11	-218 838	
Gains et plus-values sur titres de participations	0	0	97 711	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 711	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-32 537	-76	11 447	25 361	-37 593	22 264	-41 416	6 934	-110 385	-3 835	-14 394	-99	-1 015	608	4 791	-22 970	-18 690	-7 379	-1 248	-1 956	799	-36 021	-1 389	-258 799	
ACTIVITES DE FINANCEMENT																									
Emission d'actions	0	0	-5	0	0	0	0	756 987	0	0	110 000	0	0	442	0	0	0	0	0	0	0	0	120 000	987 424	
Emission / Remboursement d'emprunts	-8 347	-325	-3 335	52 857	0	33 829	-7 342	-45 886	0	19 540	58 586	0	-20 354	0	-60	-17 250	47 660	0	-4 865	0	0	-3 492	-25 932	75 284	
Augmentation / diminution des ressources spéciales	-7 236	0	-67 792	-1 701	59 763	-19 496	-7 527	164 284	-4 125	914	0	78 846	-79	0	-11 087	0	1 957	141 145	0	14 472	0	0	0	342 338	
Dividendes versés et autres distributions	-23 000	0	-39	-59 622	-45 000	-24 444	-51 000	0	-19 221	-17 280	0	-6 334	0	0	0	0	0	-3 000	0	0	0	-6 600	-2 600	-258 140	
Mouvements sur fond social et de retraite	0	0	0	0	0	-89	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-480	0	0	0	0	0	-569	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-38 583	-325	-71 171	-8 466	14 763	-10 200	-65 869	711 101	145 063	-1 865	169 500	-6 334	58 492	363	-60	-28 337	47 660	-1 523	136 280	0	14 472	-10 092	91 468	1 146 337	
ACTIVITES DE FINANCEMENT																									
Incidence des var. des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	0	0	0	0	0	0	12 459	0	0	0	8 831	-10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 647	0	22 927	
Var. nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	155 011	-2 459	346 716	74 163	-8 148	-416 671	-142 950	546 150	-70 854	13 999	591 627	-709	-31 599	28 493	-183 183	-76 557	22 894	-30 170	63 118	-16 155	3 219	-2 591	90 959	954 303	
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	-550 313	-231 747	-549 516	452 080	99 337	-419 840	1 806 769	-389 167	-3 832	199 081	970 661	268 302	-50 473	-117 394	-334 780	81 626	134 665	32 828	96 042	142 034	25 638	-87 569	-1 402	1 573 030	
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	-395 302	-234 206	-202 800	526 243	91 189	-836 511	1 663 819	156 983	-74 686	213 080	1 562 288	267 593	-82 072	-88 901	-517 963	5 069	157 559	2 658	159 160	125 879	28 857	-88 513	89 557	2 528 980	

ETATS FINANCIERS DES ORGANISMES DE LEASING

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES ORGANISMES DE LEASING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
ACTIF									
Caisse et avoirs auprès des banques	0	8 307	0	9 213	0	0	0	0	17 520
Liquidités et équivalents de liquidités	674	0	25 418	0	4 030	4 887	3 420	7 241	45 670
Créances sur la clientèle	597 627	382 619	449 832	426 164	228 006	225 230	184 430	427 938	2 921 846
Acheteurs factorés	0	0	0	8 790	0	0	0	0	8 790
Portefeuille-titres commercial	364	500	0	11 725	0	334	0	2 407	15 330
Portefeuille d'investissement	75 841	22 426	14 864	6 907	5 546	4 200	1 630	7 313	138 727
Valeurs immobilisées	11 031	3 766	4 159	4 320	1 057	207	3 647	9 491	37 678
Autres actifs	9 055	5 127	6 465	2 990	11 080	3 164	874	5 950	44 705
TOTAL DES ACTIFS	694 592	422 745	500 738	470 109	249 719	238 022	194 001	460 340	3 230 266
PASSIF									
Concours bancaires et dettes rattachées	15 227	0	0	1	0	4 341	0	1 254	20 823
Emprunts et ressources spéciales	499 850	328 405	376 899	396 015	195 947	193 487	134 853	365 028	2 490 484
Comptes courants des Adhérents	0	0	0	1 649	0	0	0	0	1 649
Dettes envers les établissements financiers	0	0	0	0	6	0	0	0	6
Dettes envers la clientèle	13 505	3 128	3 670	6 671	2 110	3 099	2 679	5 685	40 547
Fournisseurs et comptes rattachés	31 340	24 448	42 325	22 924	7 804	9 468	5 269	35 782	179 360
Provisions pour passifs et charges	1 482	0	0	0	0	0	305	0	1 787
Autres passifs	5 577	3 547	3 907	2 927	2 214	1 808	4 982	2 823	27 785
TOTAL DES PASSIFS	566 981	359 528	426 801	430 187	208 081	212 203	148 088	410 572	2 762 441
CAPITAUX PROPRES									
Capital social	45 000	25 000	25 000	21 250	35 000	15 000	30 000	28 700	224 950
Prime d'émission	0	0	0	0	0	0	0	8 830	8 830
Réserves	61 929	26 825	38 056	8 687	4 597	8 758	12 983	4 663	166 498
Fonds pour risques bancaires géré	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions propres	0	-3 000	0	0	0	0	-2 650	-1	-5 651
Autres capitaux propres	0	0	0	0	0	0	615	0	615
Résultats reportés	11 183	5 669	4 363	5 205	413	111	239	2 940	30 123
Effets des modifications comptables	0	0	0	-552	176	0	0	0	-376
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	118 112	54 494	67 419	34 590	40 186	23 869	41 187	45 132	424 989
Résultat net de l'exercice	9 499	8 723	6 518	5 332	1 452	1 950	4 726	4 636	42 836
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	127 611	63 217	73 937	39 922	41 638	25 819	45 913	49 768	467 825
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	694 592	422 745	500 738	470 109	249 719	238 022	194 001	460 340	3 230 266

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES ORGANISMES DE LEASING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
PASSIFS EVENTUELS									
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	12 448	0	0	0	0	0	0	0	12 448
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	12 448	0	0	0	0	0	0	0	12 448
ENGAGEMENTS DONNES									
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	23 834	13 598	4 348	13 186	14 345	3 503	1 055	38 126	111 995
Engagements sur titres	3 968	0	0	0	0	0	0	0	3 968
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	0	55 456	48 773	45 109	0	15 349	12 107	51 107	227 901
Engagements de factoring	0	0	0	2 929	0	0	0	0	2 929
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	27 802	69 054	53 121	61 224	14 345	18 852	13 162	89 233	346 793
ENGAGEMENTS RECUS									
Cautions reçues	0	177 287	0	0	0	0	0	273 601	450 888
Avals reçus	0	0	20 773	0	0	0	0	0	20 773
Garanties reçues	6 745	0	15 433	638	2 500	3 431	0	1 003	29 750
Intérêts et échoir sur contrats actifs	92 776	68 445	77 250	68 415	42 297	38 169	36 606	70 161	494 119
Valeurs des biens donnés en leasing	0	303 058	0	466 576	203 798	246 055	0	530 567	1 750 054
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	99 521	548 790	113 456	535 629	248 595	287 655	36 606	875 332	2 745 584
ENGAGEMENTS RECIPROQUES									
Engagements sur titres	883	0	0	0	0	0	0	0	883
Emprunts obtenues non encore encaissés	27 207	6 000	3 217	7 105	0	0	0	3 000	46 529
Crédits consentis non encore versés	0	0	11 751	0	0	0	0	0	11 751
Opérations de portage	0	0	217	0	0	0	0	0	217
Effets escomptés sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ENGAGEMENTS RECIPROQUES	28 090	6 000	15 185	7 105	0	0	0	3 000	59 380

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES ORGANISMES DE LEASING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION									
Intérêts et produits assimilés de leasing	55 473	39 441	43 605	39 674	19 909	20 652	18 159	39 641	276 554
Variation des produits réservés	-203	0	0	0	-242	0	-121	0	-566
Intérêts de retard	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits d'exploitation	1 547	263	358	2 014	1 168	740	1 167	27	7 284
Revenus de factoring	0	0	0	932	0	0	0	0	932
TOTAL DES PRODUITS DE D'EXPLOITATION	56 817	39 704	43 963	42 620	20 835	21 392	19 205	39 668	284 204
Charges financières nettes	33 117	21 460	23 182	25 728	12 063	12 978	8 397	23 671	160 596
Commissions encourues	0	0	0	89	0	0	0	0	89
Produits des placements	5 933	769	524	638	169	132	0	421	8 586
PRODUIT NET DE LEASING	29 633	19 013	21 305	17 441	8 941	8 546	10 808	16 418	132 105
Charges de personnel	8 438	4 303	4 652	4 002	2 574	2 407	2 332	4 521	33 229
Autres charges d'exploitation	4 868	1 527	2 613	2 316	2 184	1 154	894	2 647	18 203
Dotations nettes aux provisions sur risques clients et résultat des créances radiées	-3 505	-2 121	-2 549	-2 904	-1 903	-1 964	-1 472	-2 778	-19 196
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres	535	-84	-750	0	-95	0	0	184	-210
Dotations nettes aux provisions pour risques divers	-459	-119	0	-317	-44	0	-121	0	-1 060
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	0	126	0	0	0	0	-131	41	36
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	1 477	441	417	353	343	85	327	575	4 018
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	18 212	8 315	10 981	9 892	7 143	5 610	5 277	10 746	76 176
RESULTAT D'EXPLOITATION	11 421	10 698	10 324	7 549	1 798	2 936	5 531	5 672	55 929
Autres gains ordinaires	747	305	197	363	245	104	166	95	2 222
Autres pertes ordinaires	3	107	8	77	11	0	22	1	229
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	12 165	10 896	10 513	7 835	2 032	3 040	5 675	5 766	57 922
Reprises sur provisions pour impôts différés	52	0	0	0	0	0	0	0	52
Impôts sur les bénéficiaires	2 718	2 173	3 995	2 503	580	1 090	949	1 130	15 138
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	9 499	8 723	6 518	5 332	1 452	1 950	4 726	4 636	42 836
Effets des modifications comptables	0	0	0	0	176	0	0	0	176
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	9 499	8 723	6 518	5 332	1 628	1 950	4 726	4 636	43 012

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES ORGANISMES DE LEASING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	HL	TOTAL
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION									
Encaissements reçus des clients de leasing	386 993	247 755	269 090	264 934	121 886	120 485	106 863	274 764	1 792 770
Encaissements reçus des acheteurs factorés	0	0	0	39 189	0	0	0	0	39 189
Financements des adhérents	0	0	0	-37 112	0	0	0	0	-37 112
Décaissements pour financement de contrats de leasing	-349 300	-223 177	-259 725	-241 528	-141 534	-123 007	-99 320	-305 258	-1 742 849
Sommes versées aux Fournisseurs, Autres Crédeurs et au Personnel	-13 385	-5 338	-2 273	-7 232	-2 254	-3 161	-2 040	-7 913	-43 596
Intérêts perçus	0	0	370	0	0	0	145	0	515
Intérêts payés	-32 729	-19 727	-20 106	-25 069	-12 198	-13 389	-8 230	-22 505	-153 953
Acquisitions / Cessions des Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts et taxes payés	-13 928	-8 153	-9 135	-2 937	-487	-3 236	-4 535	-2 213	-44 624
Restitution de TVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres flux de trésorerie	9 940	-174	-3 756	5 262	-2 878	0	-1 012	-1 417	5 965
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	-12 409	-8 814	-25 535	-4 493	-37 465	-22 308	-8 129	-64 542	-183 695
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT									
Dividendes reçus sur placements à long terme	0	0	218	0	0	0	0	0	218
Produits perçus des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte	0	0	223	0	0	0	0	0	223
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 258	-1 546	-434	-928	-216	-41	-322	-2 436	-7 181
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	91	110	31	11	568	23	19	79	932
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-25 584	-3 835	0	-2 500	-475	-1 136	-1 000	-1 756	-36 286
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	1 919	1 743	1 585	0	0	20	0	0	5 267
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-24 832	-3 528	1 623	-3 417	-123	-1 134	-1 303	-4 113	-36 827
ACTIVITES DE FINANCEMENT									
Décaissements suite au rachat d'actions propres	0	-159	0	0	0	0	-141	-509	-809
Encaissement suite à l'émission d'actions	0	0	0	0	10 000	0	0	1 720	11 720
Dividendes et autres distributions	-8 598	-3 688	-5 000	-2 605	-1 000	-1 869	-2 941	-2 009	-27 710
Encaissements provenant des emprunts	290 410	212 306	99 732	179 321	378 750	182 230	84 949	596 250	2 023 948
Remboursement d'emprunts	-266 272	-199 048	-59 175	-165 108	-350 167	-171 117	-71 148	-521 966	-1 804 001
Flux liés au financement à court terme	3 500	0	0	-4 395	0	0	0	0	-895
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	19 040	9 411	35 557	7 213	37 583	9 244	10 719	73 486	202 253
Trésorerie au début de l'exercice	-18 201	-2 931	11 645	-697	-5	-14 198	1 287	4 831	-18 269
Trésorerie à la clôture de l'exercice	3 648	11 238	13 772	9 910	4 029	15 058	2 101	1 156	60 912
VARIATIONS DE TRESORERIE	-14 553	8 307	25 417	9 213	4 024	860	3 388	5 987	42 643

ETATS FINANCIERS DES SOCIETES DE FACTORING

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES SOCIETES DE FACTORING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	3 900	1 433	5 333
Amortissements (-)	-3 077	-265	-3 342
Immobilisations incorporelles nettes	823	1 168	1 991
Immobilisations corporelles	1 511	2 161	3 672
Amortissements (-)	-1 052	-1 364	-2 416
Immobilisations corporelles nettes	459	797	1 256
Immobilisations financières	696	5 195	5 891
Provisions (-)	0	-33	-33
Immobilisations financières nettes	696	5 162	5 858
Autres actifs non courants	85	64	149
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 063	7 191	9 254
ACTIFS COURANTS			
Affacturages et comptes rattachés	120 935	142 098	263 033
Provisions et agios réservés (-)	-5 024	-14 078	-19 102
Affacturages et comptes rattachés nets	115 911	128 020	243 931
Autres actifs courants	238	1 320	1 558
Placements et autres actifs financiers	0	0	0
Liquidités et équivalents de liquidités	0	632	632
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	116 149	129 972	246 121
TOTAL DES ACTIFS	118 212	137 163	255 375
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	10 000	15 000	25 000
Réserves	1 000	5 038	6 038
Autres capitaux propres	1 952	0	1 952
Résultats reportés	6 272	716	6 988
Modifications comptables	0	0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	19 224	20 754	39 978
Résultat net de l'exercice	2 043	3 223	5 266
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	21 267	23 977	45 244
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	16 935	14 600	31 535
Fonds de garantie	0	23 561	23 561
Provisions	1 825	352	2 177
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	18 760	38 513	57 273
PASSIFS COURANTS			
Adhérents et comptes rattachés	30 457	9 074	39 531
Autres passifs courants	3 080	5 613	8 693
Concours bancaires et autres passifs	44 648	59 986	104 634
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	78 185	74 673	152 858
TOTAL DES PASSIFS	96 945	113 186	210 131
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	118 212	137 163	255 375

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES SOCIETES DE FACTORING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement donnés (disponible finançable)	3 577	0	3 577
Engagements de financements par billets à ordre	3 269	0	3 269
Engagements d'aval de traites donnés aux adhérents	862	0	862
Garanties données au titre des contrats sans recours	10 021	13 482	23 503
Engagements sur titres	560	0	560
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	18 289	13 482	31 771
ENGAGEMENTS RECUS			
Garanties reçues des correspondants étrangers	0	0	0
Garanties reçues des adhérents	86 771	4 496	91 267
Garanties reçues de l'assureur crédit	10 021	14 408	24 429
Engagements de financements reçus	40 017	0	40 017
Garanties reçues des banques	0	0	0
Caution bancaire	0	0	0
Emprunts obtenus non encore encaissés	2 250	0	2 250
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	139 059	18 904	157 963

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES SOCIETES DE FACTORING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE			
Commissions d'affacturage	4 438	4 523	8 961
Intérêts de financement	8 694	0	8 694
Produits financiers de mobilisation	0	9 166	9 166
Autres produits financiers de placement	0	186	186
Autres commissions de factoring	226	0	226
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE	13 358	13 875	27 233
Charges financières nettes	4 097	4 960	9 057
Commissions encourues	278	0	278
Produits des placements	30	0	30
PRODUIT NET D'AFFACTURAGE	9 013	8 915	17 928
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais généraux	0	1 310	1 310
Frais du personnel	2 710	2 563	5 273
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 509	304	1 813
Provisions nettes aux comptes affacturages	0	704	704
Autres produits d'exploitation	0	41	41
Autres charges d'exploitation	1 450	0	1 450
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	5 669	4 840	10 509
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 344	4 075	7 419
Autres gains ordinaires	39	0	39
Autres pertes ordinaires	9	0	9
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	3 374	4 075	7 449
Impôts sur les bénéfices	1 331	852	2 183
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 043	3 223	5 266
Effets des modifications comptables	0	0	0
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	2 043	3 223	5 266

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES SOCIETES DE FACTORING EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Encaissements reçus des acheteurs factorés	350 452	352 288	702 740
Financements des adhérents	-341 594	-342 667	-684 261
Encaissements provenant des crédits à court terme	121 160	135 900	257 060
Remboursements des crédits à court terme	-121 422	-134 750	-256 172
Sommes versées aux Fournisseurs, Autres Créditeurs et au Personnel	-4 564	-5 573	-10 137
Intérêts payés	-2 347	-4 683	-7 030
Revenus des placements	0	119	119
Impôts et taxes payés	-2 045	0	-2 045
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	-360	634	274
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-345	-408	-753
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	59	0	59
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	-1 570	-1 570
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	0	0	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-286	-1 978	-2 264
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Encaissement suite à l'émission d'actions	0	0	0
Dividendes et autres distributions	-600	-1 266	-1 866
Encaissements d'emprunts	3 000	6 600	9 600
Remboursement d'emprunts	-3 963	-6 000	-9 963
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-1 563	-666	-2 229
Trésorerie au début de l'exercice	-10 027	-16 362	-26 389
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-12 236	-18 372	-30 608
VARIATIONS DE TRESORERIE	-2 209	-2 010	-4 219

ETATS FINANCIERS DES BANQUES OFFSHORES

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES BANQUES OFFSHORES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
ACTIF	
Caisse et avoirs auprès de la BC et CCP	6 515
Créances sur les établissements bancaires et financiers	355 810
Créances sur la clientèle	37 887
Portefeuille-titres commercial	0
Portefeuille d'investissement	1 670
Valeurs immobilisées	6 459
Autres actifs	5 369
TOTAL ACTIF	413 710
PASSIF	
Banques Centrale, CCP	0
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	100 492
Dépôts et avoirs de la clientèle	377 252
Emprunts et ressources spéciales	0
Provisions	0
Autres passifs	77 845
TOTAL PASSIF	555 589
CAPITAUX PROPRES	
Capital	60 963
Réserves	35 135
Résultats reportés	-104 755
Autres capitaux propres	-138 892
Résultats de l'exercice	5 670
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-141 879
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	413 710

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES BANQUES OFFSHORES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
PASSIFS EVENTUELS	
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	356 628
Crédits documentaires	110 580
Actifs donnés en garantie	0
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	467 208
ENGAGEMENTS DONNES	
Engagements de financements donnés en faveur de la clientèle	5 147
Engagements sur titres	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	5 147
ENGAGEMENTS REÇUS	
Engagements de financements reçus	48 285
Garanties reçues	38 993
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	87 278

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES BANQUES OFFSHORES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts et revenus assimilés	6 851
Commissions en produits	5 040
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	1 964
Revenus du portefeuille d'investissement	17
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	13 872
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts encourus et charges assimilées	443
Commissions encourues	263
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	706
PRODUIT NET BANCAIRE	13 166
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	2 698
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	0
Autres produits d'exploitation	0
Frais de personnel	7 960
Charges générales d'exploitation	1 736
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	488
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 680
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	10
Impôts sur les bénéfices	20
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	5 670
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5 670
Effets des modifications comptables	0
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	5 670

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES BANQUES OFFSHORES EN 2015

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
ACTIVITES D'EXPLOITATION	
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	13 318
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-488
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à des établissements financiers	0
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	0
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	46 060
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	-32 220
Acquisitions / Cessions des Titres de placement / Titres de transaction	0
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-9 410
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-192
Impôts sur les sociétés	-20
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	17 048
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	1
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement	112
Acquisitions / Cessions sur immobilisations	-220
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-107
ACTIVITES DE FINANCEMENT	
Emission d'actions	0
Emission / Remboursement d'emprunts	0
Augmentation / diminution des ressources spéciales	0
Dividendes versés et autres distributions	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	0
Incidence des var. des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	-5 670
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	16 941
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	291 877
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	303 148



REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES AGENCES

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU RESEAU DES BANQUES

Le réseau est composé de 61 directions régionales comprend 1.713 agences, 16 succursales, 16 centres d'affaires et 1 bureau totalisant 1.746 agences contre 1.622 en 2014, soit l'ouverture de 120 agences.

Gouvernorat	Nbr de Succursales	Nbr d'Agences	Nbr de Bureaux	Nbr de Box de Changes	Nbr de Centres d'Affaires	Directions Régionales
Ariana	1	128	0	2	1	1
Ben Arous	0	128	0	0	1	1
Manouba	0	41	0	0	0	0
Tunis	12	396	0	33	8	16
Zaghouan	0	19	0	0	0	0
Nabeul	0	135	0	3	2	4
Bizerte	0	72	0	1	0	4
Béja	0	28	0	0	0	1
Jendouba	0	31	0	2	0	3
Le Kef	0	22	0	0	0	1
Siliana	0	15	0	0	0	1
Kairouan	0	30	0	0	0	1
Sousse	1	151	0	6	2	6
Monastir	0	87	0	4	0	4
Mahdia	0	38	0	0	0	0
Sfax	2	175	0	1	2	7
Sidi Bouzid	0	21	0	0	0	0
Kasserine	0	19	0	0	0	1
Gabès	0	42	0	0	0	2
Kébili	0	13	0	0	0	0
Médénine	0	65	1	5	0	3
Tataouine	0	16	0	1	0	0
Gafsa	0	26	0	0	0	5
Tozeur	0	15	0	0	0	0
Total	16	1713	1	58	16	61

Outre le siège social, la BFPME compte 21 Bureaux régionaux opérationnelles (Bizerte, Kairouan, Le Kef, Kasserine, Sfax, Gafsa, Médénine, Jendouba, Sidi Bouzid, Béja, Gabès, Siliana, Sousse, Kébili, Mahdia, Monastir, Nabeul, Tataouine, Tozeur, Zaghouan et Manouba).

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU RESEAU DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS EN 2015

Le réseau des agences des Etablissements de leasing est renforcé par l'ouverture de 4 agences (3 à Ben Arous et une à Béja) et deux bureaux (1 kairouan et 1 à Sfax) pour atteindre 55 agences et 11 bureaux.

Gouvernorat	Sociétés de leasing		Sociétés de factoring
	Nbr d'Agences	Nbr de Bureaux	Nbr d'Agences
Ariana	0	0	0
Ben Arous	4	0	0
Manouba	0	0	0
Tunis	8	1	2
Zaghouan	1	0	0
Nabeul	6	1	0
Bizerte	2	0	0
Béja	5	1	0
Jendouba	0	1	0
Le Kef	0	0	0
Siliana	0	0	0
Kairouan	1	1	0
Sousse	8	0	2
Monastir	1	0	0
Mahdia	0	1	0
Sfax	9	1	2
Sidi Bouzid	0	0	0
Kasserine	0	0	0
Gabès	6	1	0
Kébili	0	1	0
Médenine	2	1	0
Tataouine	0	0	0
Gafsa	2	1	0
Tozeur	0	0	0
Total	55	11	6

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU RESEAU DES BANQUES OFFSHORE
ET DES BANQUES D'AFFAIRES EN 2015**

Gouvernorat	Nbr de Succursales	Nbr d'Agences	Nbr de Bureaux	Nbr de Box de Changes	Nbr de Centres d'Affaires
Ariana	0	0	0	0	0
Ben Arous	0	0	0	0	0
Manouba	0	0	0	0	0
Tunis	0	1	0	0	0
Zaghouan	0	0	0	0	0
Nabeul	0	0	0	0	0
Bizerte	0	1	0	0	0
Béja	0	0	0	0	0
Jendouba	0	0	0	0	0
Le Kef	0	0	0	0	0
Siliana	0	0	0	0	0
Kairouan	0	0	0	0	0
Sousse	0	1	0	0	0
Monastir	0	0	0	0	0
Mahdia	0	0	0	0	0
Sfax	0	1	0	0	0
Sidi Bouzid	0	0	0	0	0
Kasserine	0	0	0	0	0
Gabès	0	0	0	0	0
Kébili	0	0	0	0	0
Médenine	0	0	0	0	0
Tataouine	0	0	0	0	0
Gafsa	0	0	0	0	0
Tozeur	0	0	0	0	0
Total	0	4	0	0	0

3



REPARTITION DES EMPLOYES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

PERSONNEL DES BANQUES EN 2015

BANQUES	ATB	BFT	BNA	ATTIJARI BANK	BT	AMEN BANK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITI BANK	BTK	STUSID BANK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	WIB	TOTAL
EFFECTIF GLOBAL	1306	219	2706	1736	993	1197	2460	1837	1232	1324	1804	65	433	325	462	373	824	207	294	147	118	446	65	20 573
Effectif Permanent	1096	198	2459	1652	815	1019	2460	1826	1197	1249	1765	63	394	286	377	281	715	205	281	109	87	361	47	18 942
Effectif Contractuel	192	7	244	4	178	136	0	1	0	0	29	2	1	33	19	43	0	0	13	27	0	27	17	973
Effectif SIVP/Saisonnier	17	12	0	70	0	42	0	0	32	67	0	0	34	5	65	48	109	0	0	11	0	57	1	570
Effectif Expatrié	1	0	0	3	0	0	0	0	3	3	0	0	4	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	16
Effectif Détaché	0	2	3	7	0	0	0	10	0	5	10	0	0	1	1	1	0	0	0	0	31	1	0	72
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾																								
* Personnel de service	2	4	12	38	13	15	46	42	1	5	181	0	9	4	4	6	0	4	28	4	0	2	1	421
* Personnel d'exécution	132	42	253	216	187	102	328	152	113	71	187	0	33	48	71	35	62	41	26	9	12	44	9	2 173
* Personnel d'encadrement	281	36	356	286	260	137	455	244	196	267	354	5	69	35	49	48	123	20	43	11	4	55	5	3 339
* Personnel cadres	384	78	638	665	245	459	714	518	612	571	455	23	191	141	191	120	414	67	86	51	22	181	27	6853
* Personnel cadres supérieurs	297	38	1200	447	110	306	917	870	275	335	588	35	92	58	62	72	116	73	98	34	49	79	5	6156
CATÉGORIE D'ÂGE ⁽¹⁾																								
* Moins de 25 ans	3	0	1	25	3	3	19	0	10	60	1	0	10	1	9	2	12	4	0	0	0	9	0	172
* Entre 25 & 35 ans	301	50	217	601	139	257	764	125	563	317	108	21	196	152	238	134	516	73	59	30	35	183	21	5100
* Entre 35 & 50 ans	519	91	1140	607	384	435	1074	768	424	519	1111	38	138	88	101	99	173	82	184	69	48	67	25	8184
* Entre 50 & 55 ans	209	46	627	255	171	214	418	586	125	231	337	4	26	25	19	21	9	30	20	6	4	84	1	3468
* Plus de 55 ans	64	11	474	164	118	110	185	347	75	122	208	0	24	20	10	25	5	16	18	4	0	18	0	2018
GENRE ⁽¹⁾																								
* Masculin	623	104	1603	1018	597	736	1609	1087	721	613	1020	39	244	162	214	173	484	127	173	61	59	196	31	11 694
* Féminin	473	94	856	634	218	283	851	739	476	636	745	24	150	124	163	108	231	78	108	48	28	165	16	7 248
PERSONNEL CONTRACTUEL																								
* Masculin	104	5	123	4	147	89	0	1	0	0	4	1	1	18	10	31	0	0	0	14	0	21	11	584
* Féminin	88	2	121	0	31	47	0	0	0	0	25	1	0	15	9	12	0	0	13	13	0	6	6	389
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER																								
* Masculin	7	0	0	29	0	28	0	0	22	18	0	0	14	2	23	34	46	0	0	4	0	27	1	255
* Féminin	10	12	0	41	0	14	0	0	10	49	0	0	20	3	42	14	63	0	0	7	0	30	0	315
PERSONNEL EXPATRIÉ																								
* Masculin	1	0	0	3	0	0	0	0	3	3	0	0	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	14
* Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2
PERSONNEL DETACHÉ																								
* Masculin	0	2	2	3	0	0	0	7	0	1	6	0	0	0	1	1	0	0	0	0	26	0	0	49
* Féminin	0	0	1	4	0	0	0	3	0	4	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	5	1	0	23
ENCADREMENT*																								
* Diplômés de l'enseignement supérieur	501	71	1278	975	245	459	1103	696	677	547	374	52	244	140	245	192	523	120	146	79	69	199	32	8967
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	48	0	138	79	76	64	83	94	86	52	160	6	15	28	0	0	7	7	6	1	2	14	0	966
* Autres ⁽³⁾	132	45	422	58	34	242	445	598	124	307	509	0	24	31	8	0	0	13	32	5	0	47	0	3 076

⁽¹⁾ Non compris les contractuels,

⁽²⁾ Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres,

⁽³⁾ Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

PERSONNEL DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2015

ETABLISSEMENTS FINANCIERS	ETABLISSEMENTS DE LEASING								SOCIETES DE FACTORING		TOTAL
	T.L.	C.I.L.	ATL	ATTIJARI LEASING	M.L.	A.I.L.	BEST LEASE	HANNIBAL LEASE	T.F.	UNIFACTOR	
EFFECTIF GLOBAL	137	92	88	95	53	36	61	95	47	40	744
Effectif Permanent	137	73	80	68	44	36	46	87	47	38	656
Effectif Contractuel	0	4	7	12	0	0	3	6	0	1	33
Effectif SIVP/Saisonnier	0	10	0	11	5	0	12	2	0	0	40
Effectif Expatrié	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Effectif Détaché	0	5	1	4	4	0	0	0	0	1	15
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾											
* Personnel de service	8	2	1	1	2	0	2	5	1	0	22
* Personnel d'exécution	5	10	9	7	9	1	4	10	3	1	59
* Personnel d'encadrement	20	13	19	12	4	7	10	15	10	6	116
* Personnel cadres	60	26	26	33	17	12	30	44	21	19	288
* Personnel cadres supérieurs	44	22	25	15	12	16	0	13	12	12	171
CATÉGORIE D'ÂGE ⁽¹⁾											
* Moins de 25 ans	1	0	0	0	0	1	0	1	2	0	5
* Entre 25 & 35 ans	40	28	22	28	16	10	25	47	19	8	243
* Entre 35 & 50 ans	78	37	47	39	23	18	18	37	22	25	344
* Entre 50 & 55 ans	9	4	8	1	3	2	3	1	2	4	37
* Plus de 55 ans	9	4	3	0	2	5	0	1	2	1	27
GENRE ⁽¹⁾											
* Masculin	99	57	54	41	32	25	35	65	27	18	453
* Féminin	38	16	26	27	12	11	11	22	20	20	203
PERSONNEL CONTRACTUEL											
* Masculin	0	4	7	11	0	0	3	3	0	0	28
* Féminin	0	0	0	1	0	0	0	3	0	1	5
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER											
* Masculin	0	6	0	9	5	0	9	1	0	0	30
* Féminin	0	4	0	2	0	0	3	1	0	0	10
PERSONNEL EXPATRIE											
* Masculin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL DETACHE											
* Masculin	0	4	1	4	2	0	0	0	0	1	12
* Féminin	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	3
ENCADREMENT*											
* Diplômés de l'enseignement supérieur	104	48	49	7	24	28	26	54	31	22	393
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	2	2	4	0	4	1	2	2	17
* Autres ⁽³⁾	0	0	0	39	1	0	0	2	0	7	49

(1) Non compris les contractuels,

(2) Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres,

(3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

PERSONNEL DES BANQUES OFFSHORE ET DES BANQUES D’AFFAIRES EN 2015

BANQUES	BANQUES OFFSHORE	BANQUES D’AFFAIRES ⁽⁴⁾	TOTAL
	NAIB	IMMB	
EFFECTIF GLOBAL	144	17	161
Effectif Permanent	110	17	127
Effectif Contractuel	15	0	15
Effectif SIVP/Saisonnier	17	0	17
Effectif Détaché	0	0	0
Effectif Expatrié	2	0	2
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾			
* Personnel de service	0	1	1
* Personnel d’exécution	12	4	16
* Personnel d’encadrement	25	0	25
* Personnel cadres	35	10	45
* Personnel cadres supérieurs	38	2	40
CATÉGORIE D’ÂGE ⁽¹⁾			
* Moins de 25 ans	0	0	0
* Entre 25 & 35 ans	22	10	32
* Entre 35 & 50 ans	66	6	72
* Entre 50 & 55 ans	14	0	14
* Plus de 55 ans	8	1	9
GENRE⁽⁴⁾			
* Masculin	69	6	75
* Féminin	41	11	52
PERSONNEL CONTRACTUEL			
* Masculin	9	0	9
* Féminin	6	0	6
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER			
* Masculin	6	0	6
* Féminin	11	0	11
PERSONNEL DETACHE			
* Masculin	0	0	0
* Féminin	2	0	2
PERSONNEL EXPATRIE			
* Masculin	0	0	0
* Féminin	0	0	0
ENCADREMENT			
* Diplômés de l’enseignement supérieur	45	12	57
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	8	0	8
* Autres ⁽³⁾	20	0	20

(1) Non compris les contractuels,

(2) Diplôme de l’ABF, concours internes, autres,

(3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté,

(4) Données relatives à l’exercice 2013.

REPARTITION DE L'EFFECTIF DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT PAR AFFECTATION EN 2015

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
ATB	Siège	339	292	631	48,32%
	Réseau	396	279	675	51,68%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	735	571	1306	100%
BFT	Siège	83	89	172	78,54%
	Réseau	26	19	45	20,55%
	Autres	2	0	2	0,91%
Total	111	108	219	100%	
BNA	Siège	628	450	1078	39,84%
	Réseau	1098	527	1625	60,05%
	Autres	2	1	3	0,11%
Total	1728	978	2706	100%	
Attijari Bank	Siège	425	268	693	39,92%
	Réseau	632	411	1043	60,08%
	Autres			0	0,00%
Total	1057	679	1736	100%	
BT	Siège	287	128	415	41,79%
	Réseau	457	121	578	58,21%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	744	249	993	100%	
Amen Bank	Siège	351	165	516	43,11%
	Réseau	502	179	681	56,89%
	Autres			0	0,00%
Total	853	344	1197	100%	
BIAT	Siège	770	393	1163	47,28%
	Réseau	839	458	1297	52,72%
	Autres			0	0,00%
Total	1609	851	2460	100%	
STB	Siège	480	338	818	44,53%
	Réseau	615	404	1019	55,47%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	1095	742	1837	100%	
UBCI	Siège	316	235	551	44,72%
	Réseau	427	249	676	54,87%
	Autres	0	5	5	0,41%
Total	743	489	1232	100%	
UIB	Siège	326	290	616	46,53%
	Réseau	287	346	633	47,81%
	Autres	22	53	75	5,66%
Total	635	689	1324	100%	
BH	Siège	460	310	770	42,68%
	Réseau	559	459	1018	56,43%
	Autres	11	5	16	0,89%
Total	1030	774	1804	100%	
Citi Bank	Siège	37	24	61	93,85%
	Réseau	3	1	4	6,15%
	Autres			0	0,00%
Total	40	25	65	100%	
BTK	Siège	120	77	197	45,50%
	Réseau	142	94	236	54,50%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	262	171	433	100%	

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
STUSID BANK	Siège	107	97	204	62,77%
	Réseau	75	46	121	37,23%
	Autres			0	0,00%
	Total	182	143	325	100%
QNB	Siège	132	120	252	54,55%
	Réseau	116	94	210	45,45%
	Autres		0	0	0,00%
Total	248	214	462	100%	
BTE	Siège	142	93	235	63,00%
	Réseau	96	41	137	36,73%
	Autres	1	0	1	0,27%
Total	239	134	373	100%	
Banque Zitouna	Siège	222	104	326	39,56%
	Réseau	306	189	495	60,07%
	Autres	2	1	3	0,36%
Total	530	294	824	100%	
BTL	Siège	89	59	148	71,50%
	Réseau	38	19	57	27,54%
	Autres	1	1	2	0,97%
Total	128	79	207	100%	
BTS	Siège	71	63	134	45,58%
	Réseau	102	58	160	54,42%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	173	121	294	100%	
ABC	Siège	55	36	91	61,90%
	Réseau	24	32	56	38,10%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	79	68	147	100%	
BFPME	Siège	38	26	64	54,24%
	Réseau	21	2	23	19,49%
	Autres	26	5	31	26,27%
Total	85	33	118	100%	
Al Baraka	Siège	123	110	233	52,24%
	Réseau	121	91	212	47,53%
	Autres	0	1	1	0,22%
Total	244	202	446	100%	
Wifack International Bank	Siège	9	7	16	24,62%
	Réseau	34	15	49	75,38%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	43	22	65	100%	
Total 1	Siège	5610	3774	9384	45,61%
	Réseau	6916	4134	11050	53,71%
	Autres	67	72	139	0,68%
Total	12593	7980	20573	100%	
NAIB	Siège	74	54	128	88,89%
	Réseau	8	4	12	8,33%
	Autres	2	2	4	2,78%
Total	84	60	144	100%	
Total 2	Siège	5684	3828	9512	45,91%
	Réseau	6924	4138	11062	53,40%
	Autres	69	74	143	0,69%
Total	12677	8040	20717	100%	

E.F	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
TL	Siège	46	25	71	51,82%
	Réseau	53	13	66	48,18%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	99	38	137	100%	
CIL	Siège	33	13	46	50,00%
	Réseau	34	7	41	44,57%
	Autres	4	1	5	5,43%
Total	71	21	92	100%	
ATL	Siège	20	12	32	36,36%
	Réseau	41	14	55	62,50%
	Autres	1	0	1	1,14%
Total	62	26	88	100%	
Attijari Leasing	Siège	44	23	67	70,53%
	Réseau	17	7	24	25,26%
	Autres	4		4	4,21%
Total	65	30	95	100%	
ML	Siège	31	11	42	79,25%
	Réseau	6	1	7	13,21%
	Autres	2	2	4	7,55%
Total	39	14	53	100%	
AIL	Siège	20	6	26	72,22%
	Réseau	5	5	10	27,78%
	Autres			0	0,00%
Total	25	11	36	100%	
Best Lease	Siège	22	7	29	47,54%
	Réseau	25	7	32	52,46%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	47	14	61	100%	
HL	Siège	42	16	58	61,05%
	Réseau	27	10	37	38,95%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	69	26	95	100%	
UF	Siège	17	19	36	90,00%
	Réseau	2	2	4	10,00%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	19	21	40	100%	
TF	Siège	25	20	45	95,74%
	Réseau	2	0	2	4,26%
	Autres	0	0	0	0,00%
Total	27	20	47	100%	
Total 1	Siège	300	152	452	60,75%
	Réseau	212	66	278	37,37%
	Autres	11	3	14	1,88%
Total	523	221	744	100%	

REPARTITION DES CADRES & DES CADRES SUPERIEURS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT PAR AFFECTATION EN 2015

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
ATB	Siège	215	188	403	53,03%
	Réseau	216	141	357	46,97%
	Total	431	329	760	100%
BFT	Siège	53	24	77	65,25%
	Réseau	17	24	41	34,75%
	Total	70	48	118	100%
BNA	Siège	474	354	828	43,33%
	Réseau	762	321	1083	56,67%
	Total	1236	675	1911	100%
Attijari - Bank	Siège	295	202	497	44,34%
	Réseau	367	257	624	55,66%
	Total	662	459	1121	100%
BT	Siège	166	67	233	54,19%
	Réseau	163	34	197	45,81%
	Total	329	101	430	100%
Amen Bank	Siège	228	97	325	39,59%
	Réseau	365	131	496	60,41%
	Total	593	228	821	100%
BIAT	Siège	549	322	871	53,40%
	Réseau	476	284	760	46,60%
	Total	1025	606	1631	100%
STB	Siège	318	281	599	43,03%
	Réseau	463	330	793	56,97%
	Total	781	611	1392	100%
UBCI	Siège	236	173	409	46,11%
	Réseau	297	178	475	53,55%
	Autres		3	3	0,34%
	Total	533	354	887	100%
UIB	Siège	247	235	482	52,97%
	Réseau	198	230	428	47,03%
	Total	445	465	910	100%
BH	Siège	313	184	497	47,20%
	Réseau	349	207	556	52,80%
	Total	662	391	1053	100%
Citi Bank	Siège	33	22	55	94,83%
	Réseau	2	1	3	5,17%
	Total	35	23	58	100%
BTK	Siège	82	63	145	50,35%
	Réseau	92	51	143	49,65%
	Total	174	114	288	100%

Banques	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
STUSID BANK	Siège	64	68	132	62,56%
	Réseau	44	34	78	36,97%
	Autres		1	1	0,47%
	Total	108	103	211	100%
QNB	Siège	86	69	155	58,71%
	Réseau	59	50	109	41,29%
	Total	145	119	264	100%
BTE	Siège	80	60	140	68,63%
	Réseau	39	25	64	31,37%
	Total	119	85	204	100%
Banque Zitouna	Siège	157	81	238	44,91%
	Réseau	187	102	289	54,53%
	Autres	2	1	3	0,57%
	Total	346	184	530	100%
BTL	Siège	58	43	101	71,13%
	Réseau	24	15	39	27,46%
	Autres	1	1	2	1,41%
	Total	83	59	142	100%
BTS	Siège	37	39	76	41,30%
	Réseau	82	26	108	58,70%
	Total	119	65	184	100%
ABC	Siège	39	30	69	66,35%
	Réseau	13	22	35	33,65%
	Total	52	52	104	100%
BFPME	Siège	26	23	49	47,57%
	Réseau	21	2	23	22,33%
	Autres		31	31	30,10%
	Total	47	25	103	100%
Al Baraka	Siège	76	65	141	54,02%
	Réseau	65	54	119	45,59%
	Autres		1	1	0,38%
	Total	141	120	261	100%
WIB	Siège	5	3	8	22,86%
	Réseau	21	6	27	77,14%
	Total	26	9	35	100%
NAIB	Siège	43	24	67	89,33%
	Réseau	4	4	8	10,67%
	Total	47	28	75	100%

E.F	Désignation	Masculin	Féminin	Total	%
TL	Siège	36	15	51	49,04%
	Réseau	46	7	53	50,96%
	Autres	0	0	0	0,00%
	Total	82	22	104	100%
CIL	Siège	24	3	27	55,10%
	Réseau	19	3	22	44,90%
	Total	43	6	49	100%
ATL	Siège	14	5	19	33,93%
	Réseau	30	7	37	66,07%
	Total	44	12	56	100%
Attijari Leasing	Siège	30	9	39	66,10%
	Réseau	14	6	20	33,90%
	Total	44	15	59	100%
ML	Siège	18	10	28	84,85%
	Réseau	4	1	5	15,15%
	Total	22	11	33	100%
AIL	Siège	17	3	20	71,43%
	Réseau	4	4	8	28,57%
	Total	21	7	28	100%
Best Lease	Siège	16	2	18	60,00%
	Réseau	9	3	12	40,00%
	Total	25	5	30	100%
HL	Siège	29	7	36	62,07%
	Réseau	20	2	22	37,93%
	Total	49	9	58	100%
UF	Siège	12	16	28	87,50%
	Réseau	2	2	4	12,50%
	Total	14	18	32	100%
TF	Siège	17	14	31	93,94%
	Réseau	2	0	2	6,06%
	Total	19	14	33	100%
Total	Siège	213	84	297	61,62%
	Réseau	150	35	185	38,38%
	Total	363	119	482	100%